

## Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming are checked below.

- Coloured covers / Couverture de couleur
- Covers damaged / Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated / Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing / Le titre de couverture manque
- Coloured maps / Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) / Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations / Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material / Relié avec d'autres documents
- Only edition available / Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin / La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure.
- Blank leaves added during restorations may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming / Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.
- Additional comments / Commentaires supplémentaires:

**Cover title page is bound in as last page in book but filmed as first page on fiche. Text in French and English.  
Le titre de la couverture est reliée comme étant la dernière page du livre mais filmée en premier sur la fiche. Texte en français et en anglais.**

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated / Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed / Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies / Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary material / Comprend du matériel supplémentaire
- Pages wholly or partially obscured by errata slips, tissues, etc., have been refilmed to ensure the best possible image / Les pages totalement ou partiellement obscurcies par un feuillet d'errata, une pelure, etc., ont été filmées à nouveau de façon à obtenir la meilleure image possible.
- Opposing pages with varying colouration or discolourations are filmed twice to ensure the best possible image / Les pages s'opposant ayant des colorations variables ou des décolorations sont filmées deux fois afin d'obtenir la meilleure image possible.

This item is filmed at the reduction ratio checked below /  
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

<b>10x</b>		<b>14x</b>		<b>18x</b>		<b>22x</b>		<b>26x</b>		<b>30x</b>	
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								
<b>12x</b>		<b>16x</b>		<b>20x</b>		<b>24x</b>		<b>28x</b>		<b>32x</b>	

---

3e Session, 8e Parlement, 28 Victoria, 1865.

---

## CÉDULE.

### RESOLUTIONS

Contenant les amendements qui doivent  
être faits au RÔLE imprimé du Code  
Civil du Bas Canada.

---

*(Assemblée Législative.)*

---

---

Imprimé par G. E. Desbarats.

**RÉSOLUTIONS.**



**RESOLUTIONS.**

# CÉDULE.

## RESOLUTIONS

Contenant les amendements qui doivent être faits au  
RÔLE imprimé du Code Civil du Bas Canada  
dont il est fait mention dans l'acte ci-dessus.

### LIVRE III.

#### TITRE TROISIEME.

##### DES OBLIGATIONS.

RÉSOLU :—

1. Que l'article 25 soit retranché et remplacé par le suivant :  
**25.** Le mineur n'est pas restituable contre les conventions portées en son contrat de mariage, lorsqu'elles ont été faites avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement est requis pour la validité de son mariage.

2. Que l'article 29 soit retranché et remplacé par le suivant :  
**29.** Lorsque toutes les formalités requises à l'égard des mineurs ou des interdits, soit pour l'aliénation d'immeubles, soit pour un partage de succession, ont été remplies, les contrats ou actes y relatifs ont la même force et le même effet que s'ils étaient faits par des majeurs non interdits.

3. Que l'article 31 soit retranché et remplacé par le suivant :  
**31.** Les majeurs ne peuvent être restitués contre leurs conventions pour cause de lésion seulement.

4. Que l'article 44 soit retranché et remplacé par le suivant :  
**44.** Le contrat d'aliénation d'une chose certaine et déterminée rend l'acquéreur propriétaire de la chose par le seul consentement des parties, quoique la tradition actuelle n'en ait pas lieu.

La règle qui précède est sujette aux dispositions spéciales contenues en ce Code concernant la cession et l'enregistrement des vaisseaux.

La conservation et le risque de la chose avant sa livraison sont sujets aux règles générales contenues dans les chapitres de ce titre : *De l'effet des obligations* et *De l'extinction des obligations*.

5. Qu'après l'article 45 le suivant soit inséré :

**46.** (42) Les règles contenues dans les deux articles qui précèdent, s'appliquent aussi bien aux tiers qu'aux parties contractantes dans les contrats pour le transport d'immeubles, sans les dispositions particulières contenues dans ce Code quant à l'enregistrement des droits réels.

Mais si une partie s'oblige successivement envers deux personnes à livrer à chacune d'elles une chose purement mobilière, celle des deux qui en aura été mise en possession actuelle a la préférence et en demeure propriétaire, quoique son titre soit de date postérieure, pourvu toujours que sa possession soit de bonne foi.

6. Qu'après l'article 58, le suivant soit inséré :

**60.** (65.) Aucun contrat ou paiement ne peut être déclaré nul, en vertu de quelque une des dispositions contenues en cette section, à la poursuite d'un créancier individuellement, à moins

# SCHEDULE.

## RESOLUTIONS

Containing the amendments to be made in the printed  
ROLL of the Civil Code of Lower Canada, and  
referred to in the foregoing Act.

### BOOK III.

#### TITLE THIRD.

##### OF OBLIGATIONS.

###### RESOLVED—

1. That article 25 be struck out and the following inserted instead thereof:

**25.** A minor is not relievable from the stipulations contained in his marriage contract, when they have been made with the consent and assistance of those whose consent is required for the validity of his marriage.

2. That article 29 be struck out and the following inserted instead thereof:

**29.** When all the formalities required with respect to minors or interdicted persons for the alienation of immoveable property, or the partition of a succession, have been observed, such contracts and acts have the same force and effect as if they had been executed by persons of the age of majority and free from interdiction.

3. That article 31 be struck out and the following inserted instead thereof:

**31.** Persons of the age of majority are not entitled to relief from their contracts for cause of lesion only.

4. That article 44 be struck out and the following inserted instead thereof:

**44.** A contract for the alienation of a thing certain and determinate makes the purchaser owner of the thing by the consent alone of the parties, although no delivery be made.

The foregoing rule is subject to the special provisions contained in this code concerning the transfer and registry of vessels.

The safe-keeping and risk of the thing before delivery are subject to the general rules contained in the chapters *Of the effect of obligations* and *Of the extinction of obligations* in this title.

5. That after article 45 the following be inserted:

**46.** (42.) The rules contained in the two last preceding articles, apply as well to third persons as to the contracting parties in contracts for the transfer of immoveable property, subject to the special provisions contained in this code for the registration of titles to and claims upon such property.

But if a party oblige himself successively to two persons to deliver to each of them a thing which is purely moveable property, that one of the two who has been put in actual possession is preferred and remains owner of the thing, although his title be posterior in date; provided, however, that his possession be in good faith.

6. That after article 58, the following be inserted:

**60.** (65.) No contract or payment can be avoided by reason of any thing contained in this section, at the suit of any indivi-

que telle poursuite ne soit commencée avant l'expiration d'un an à compter du jour qu'il en a eu connaissance.

Si la poursuite est faite par des syndics ou autres représentants des créanciers collectivement, elle devra être commencée dans l'année à compter du jour de leur nomination.

7. Que l'article 67 soit retranché et remplacé par le suivant :

**67.** Celui qui reçoit, par erreur de droit ou de fait, ce qui ne lui est pas dû, est obligé de le restituer ; et s'il ne peut le restituer en nature, d'en payer la valeur.

Si la personne qui reçoit est de bonne foi, elle n'est pas obligée de restituer les profits qu'elle a perçus de la chose.

8. Que l'article 84 soit retranché et remplacé par le suivant :

**84.** L'obligation de conserver la chose oblige celui qui en est chargé d'y apporter tous les soins d'un bon père de famille.

9. Qu'après l'article 88, le suivant soit inséré :

**89.** (95.) Dans tout contrat d'une nature commerciale, où un terme est fixé pour l'accomplir, le débiteur est en demeure par le seul laps du temps.

10. Que l'article 96 soit retranché et remplacé par le suivant :

**96.** Lorsque la convention porte qu'une certaine somme sera payée comme dommages-intérêts pour l'inexécution de l'obligation, cette somme seule, et nulle autre plus forte ou moindre, sera accordée au créancier pour ses dommages-intérêts.

Mais si l'obligation a été exécutée en partie, au profit du créancier, et que le temps pour l'entière exécution soit de peu d'importance, la somme stipulée peut être réduite, à moins que le contraire ne soit stipulé.

11. Que l'article 121 soit retranché et remplacé par le suivant :

**121.** Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des créanciers solidaires, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

Néanmoins si l'un des créanciers fait remise de la dette, le débiteur n'en est libéré que pour la part de ce créancier. La même règle s'applique à tous les cas où la dette est éteinte autrement que par le paiement réel, sauf les règles applicables aux sociétés de commerce.

12. Que l'article 135 soit retranché et remplacé par le suivant :

**135.** Le créancier qui reçoit divisément et sans réserve la portion de l'un des codébiteurs dans les arrérages ou intérêts de la dette, ne perd son recours solidaire que pour les arrérages ou intérêts échus, et non pour ceux à échoir, ni pour le capital, à moins que le paiement divisé n'ait été continué pendant dix ans consécutifs.

13. Que l'article 142 soit retranché et remplacé par le suivant :

**142.** La règle établie dans l'article précédent reçoit exception à l'égard des héritiers et représentants légaux du débiteur, et l'obligation doit être exécutée comme si elle était indivisible, dans les trois cas suivants :

1. Lorsque l'objet de l'obligation est un corps certain dont l'un d'eux est en possession ;

2. Lorsque l'un d'eux est seul chargé par le titre de l'exécution de l'obligation ;

3. Lorsqu'il résulte, soit de la nature du contrat, soit de la chose qui en est l'objet, soit de la fin qu'on s'y est proposée, que l'intention des parties a été que l'obligation ne pût s'exécuter par parties ;

dual creditor, unless such suit be brought within one year from the time of his obtaining a knowledge thereof.

If the suit be by assignees or other representatives of the creditors collectively, it must be brought within a year from the time of their appointment ;

7. That article 67 be struck out and the following inserted instead thereof :

**67.** He who receives what is not due to him, through error of law or of fact, is bound to restore it ; or if it cannot be restored in kind, to give the value of it.

If the person receiving be in good faith, he is not obliged to restore the profits of the thing received.

8. That article 84 be struck out and the following inserted instead thereof :

**84.** The obligation to keep the thing safely obliges the person charged therewith to keep it with all the care of a prudent administrator.

9. That after article 88, the following be inserted :

**89.** (95.) In all contracts of a commercial nature in which the time of performance is fixed, the debtor is put in default by the mere lapse of such time.

10. That article 96 be struck out and the following inserted instead thereof :

**96.** When it is stipulated that a certain sum shall be paid for damages for the inexecution of an obligation, such sum and no other, either greater or less, shall be allowed to the creditor for such damages.

But if the obligation have been performed in part, to the benefit of the creditor and the time for its complete performance be not material, the stipulated sum may be reduced ; unless there be a special agreement to the contrary.

11. That article 121 be struck out and the following inserted instead thereof :

**121.** The debtor has the option of paying to either of the joint and several creditors, so long as he is not prevented by a suit instituted by one of them.

Nevertheless, if one of the creditors release the debt, the debtor is discharged for the part only of such creditor. The same rule applies to all cases in which the debt is extinguished otherwise than by actual payment ; subject to the rules applicable to commercial partnerships.

12. That article 135 be struck out and the following inserted instead thereof :

**135.** The creditor who receives separately and without reserve the share of one of the codebtors in the arrears or interest of the debt, loses his joint and several right only for the arrears and interests accrued, and not for those which may in future accrue, nor for the capital, unless the separate payment have been continued during ten consecutive years.

13. That article 142 be struck out and the following inserted instead thereof :

**142.** The rule established in the last preceding article is subject to exception with respect to the heirs and legal representatives of the debtor, and the obligation must be performed as if it were indivisible, in the three following cases :

1. When the object of the obligation is a certain specific thing of which one of them is in possession ;

2. When one of them alone is charged by the title with the performance of the obligation ;

3. When it results either from the nature of the contract or of the thing which is the object of it, or from the end proposed by it, that the intention of the contracting parties was that the obligation should not be performed in parts.

Dans le premier cas, celui qui est en possession de la chose due, dans le second cas, celui qui est seul chargé, et dans le troisième cas, chacun des cohéritiers ou représentants légaux, peut être poursuivi pour la totalité de la chose due, sauf, dans tous les cas, le recours de celui qui est poursuivi contre les autres.

14. Que l'article 154 soit retranché et remplacé par le suivant :

**154.** Le montant de la peine ne peut être réduit par le tribunal.

Mais si l'obligation principale a été exécutée en partie à l'avantage du créancier, et que le temps fixé pour l'exécution complète soit de peu d'importance, la peine peut être réduite, à moins qu'il n'y ait une convention spéciale au contraire.

15. Que l'article 168 soit retranché et remplacé par le suivant :

**168.** Le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible.

Et le tribunal ne peut non plus, dans aucun cas, ordonner par son jugement, qu'une dette actuellement exigible soit payée par versements, sans le consentement du créancier.

16. Que l'article 174 soit retranché et remplacé par le suivant :

**174.** La subrogation est conventionnelle :

1. Lorsque le créancier en recevant son paiement d'une tierce personne, la subroge dans tous ses droits contre le débiteur. Cette subrogation doit être expresse et faite en même temps que le paiement ;

2. Lorsque le débiteur emprunte une somme à l'effet de payer sa dette et de subroger le prêteur dans les droits du créancier. Il faut pour que la subrogation en ce cas soit valable, que l'acte d'emprunt et la quittance soient notariés, ou faits en présence de deux témoins qui signent ; que, dans l'acte d'emprunt, il soit déclaré que la somme est empruntée pour payer la dette, et que, dans la quittance, il soit déclaré que le paiement est fait des deniers fournis à cet effet par le nouveau créancier. Cette subrogation s'opère sans le consentement du créancier.

La subrogation n'a d'effet contre les tiers dans les cas où l'acte d'emprunt et la quittance sont faits devant témoins, que du jour de leur enregistrement, qui doit se faire en la manière et suivant les règles prescrites pour l'enregistrement des hypothèques.

17. Que l'article 175 soit retranché et remplacé par le suivant :

**175.** La subrogation a lieu par le seul effet de la loi et sans demande :

1. Au profit de celui qui, étant lui-même créancier, paie un autre créancier qui lui est préférable à raison de ses privilèges ou hypothèques ;

2. Au profit de l'acquéreur d'un immeuble qui paie un créancier auquel cet immeuble est hypothéqué ;

3. Au profit de celui qui paie une dette à laquelle il est tenu avec d'autres ou pour d'autres, et qu'il a intérêt d'acquitter ;

4. Au profit de l'héritier bénéficiaire qui paie de ses propres deniers une dette de la succession.

5. Lorsqu'une rente ou dette due par l'un des époux a été rachetée ou payée des deniers de la communauté ; en ce cas, l'autre conjoint est subrogé, jusqu'à concurrence de sa part de communauté, aux droits du créancier.

18. Qu'après l'article 182, le suivant soit inséré :

**183.** (193a.) Si par les termes de l'obligation ou par la loi, le paiement doit être fait au domicile du débiteur, l'avis par écrit donné par lui au créancier qu'il est prêt à faire le paiement, a le même effet que les offres réelles, pourvu que, sur toute action

In the first case, he who possesses the thing due,—in the second case, he who is alone charged,—and in the third case, each of the coheirs or legal representatives, may be sued for the whole thing due ; saving in all cases the recourse of the one sued against the others.

14. That article 154 be struck out and the following inserted instead thereof :

**154.** The amount of the penalty cannot be reduced by the court.

But if the obligation have been performed in part to the benefit of the creditor, and the time fixed for its complete performance be not material, the penalty may be reduced ; unless there be a special agreement to the contrary.

15. That article 168 be struck out and the following inserted instead thereof :

**168.** A debtor cannot compel his creditor to receive payment of his debt in parts, even if the debt be divisible.

Nor can the court in any case by its judgment order a debt actually payable to be paid by instalments without the consent of the creditor.

16. That article 174 be struck out and the following inserted instead thereof :

**174.** Subrogation is conventional :

1. When the creditor, on receiving payment from a third person, subrogates him in all his rights against the debtor. This subrogation must be express and made at the same time as the payment.

2. When the debtor borrows a sum for the purpose of paying his debt, and of subrogating the lender in the rights of the creditor. It is necessary to the validity of the subrogation in this case, that the act of loan and the acquittance be notarial or be executed before two subscribing witnesses ; that in the act of loan it be declared that the sum has been borrowed for the purpose of paying the debt, and that in the acquittance it be declared that the payment has been made with the moneys furnished by the new creditor for that purpose. This subrogation takes effect without the consent of the creditor.

If the act of loan and the acquittance be executed before witnesses, the subrogation takes effect against third persons from the date only of their registration, which is to be made in the manner and according to the rules provided by law for the registration of hypothecs.

17. That article 175 be struck out and the following inserted instead thereof :

**175.** Subrogation takes place by the sole operation of law and without demand :

1. In favor of a creditor who pays another creditor whose claim is preferable to his by reason of privilege or hypothec ;

2. In favor of the purchaser of immoveable property who pays a creditor to whom the property is hypothecated ;

3. In favor of a party who pays a debt for which he is held with others or for others, and has an interest in paying it ;

4. In favor of a beneficiary heir who pays a debt of the succession with his own moneys ;

5. When a rent or debt due by one consort alone has been redeemed or paid with the moneys of the community ; in this case the other consort is subrogated in the rights of the creditor according to the share of such consort in the community.

18. That after article 182, the following be inserted :

**183.** (193a.) If, by the terms of the obligation or by law, payment is to be made at the domicile of the debtor, a notification in writing by him to the creditor that he is ready to make payment has the same effect as an actual tender, provided

ensuite instituée, le débiteur prouve qu'il avait, à l'effet du paiement, la somme ou la chose due prête au temps et au lieu où elle était payable.

19. Que l'article 205 soit retranché et remplacé par le suivant :

**205.** Ce que le créancier reçoit d'une caution pour la libérer de son cautionnement, ne doit pas être imputé à la décharge du débiteur principal, ou des autres cautions, excepté quant à ces derniers, dans les cas où ils ont un recours contre la caution libérée, et jusqu'à concurrence de tel recours.

20. Que l'article 227 soit retranché et remplacé par le suivant :

**227.** Un acte notarié reçu devant un notaire, est authentique, s'il est signé par toutes les parties.

Si les parties ou l'une d'elles est incapable de signer, il est nécessaire pour que l'acte soit authentique, qu'il soit reçu par un notaire en la présence actuelle d'un autre notaire, ou d'un témoin, qui y signe.

Les témoins doivent être mâles, âgés d'au moins vingt-et-un ans, sains d'esprit, n'être parents d'aucune des parties jusqu'au degré de cousin germain inclusivement, ni intéressés dans l'acte, ni morts civilement, ni réputés infâmes en loi.

Cet article est sujet aux dispositions contenues dans l'article qui suit, et à celles qui ont rapport aux testaments.

21. Que l'article 240 soit retranché et remplacé par le suivant :

**240.** L'acte qui n'est pas authentique à cause de quelque défaut de forme ou de l'incompétence de l'officier qui le reçoit, sert comme un acte sous seing privé, s'il est signé par toutes les parties, sauf les dispositions contenues dans l'article 146 au titre *Des donations entrevifs et testamentaires*.

22. Que le paragraphe 2, de l'article 252 soit retranché et remplacé par le suivant :

2. Dans toute matière où le principal de la somme ou la valeur dont il s'agit n'excède pas cinquante piastres.

23. Que l'article 254 soit retranché et remplacé par le suivant :

**254.** Dans les matières commerciales où la somme de deniers ou la valeur dont il s'agit excède cinquante piastres, aucune action ou exception ne peut être maintenue contre une personne ou ses représentants, sans un écrit signé par elle dans les cas suivants :

1. De toute promesse ou reconnaissance qui puisse soustraire une dette à l'effet des dispositions de la loi relatives à la prescription des actions ;

2. De toute promesse ou ratification par un majeur d'obligations par lui contractées pendant sa minorité ;

3. De toute représentation, garantie ou assurance en faveur d'une personne dans le but de lui faire obtenir du crédit, de l'argent ou des effets ;

4. De tout contrat pour la vente d'effets, à moins que l'acheteur n'en ait accepté ou reçu une partie ou n'ait donné des arrhes.

La règle qui précède a lieu lors même que les effets ne doivent être livrés qu'à une époque future, ou ne sont pas, au temps du contrat, prêts à être livrés.

24. Que l'article 255 soit retranché et remplacé par le suivant :

**255.** La preuve testimoniale ne peut être admise sur la demande d'une somme n'excédant pas cinquante piastres, si cette somme est la balance ou fait partie d'une créance en vertu d'un contrat qui ne peut être prouvé par témoins.

that in any action afterwards brought the debtor make proof that he had the money or thing due ready for the payment at the time and place when and where the same was payable.

19. That article 205 be struck out and the following inserted instead thereof :

**205.** That which the creditor receives from a surety as a consideration for releasing him from his suretyship is not to be imputed in discharge of the principal debtor, or of the other sureties, except, as regards the latter, in cases in which they have a recourse upon the one released, and to the extent of such recourse.

20. That article 227 be struck out and the following inserted instead thereof :

**227.** A notarial instrument received before one notary is authentic, if signed by all the parties.

If the parties or any one of them be unable to sign, it is necessary to the authenticity of the instrument that it be received before one notary in the actual presence of another subscribing notary or of a subscribing witness.

The witnesses must be males, not less than twenty-one years of age, of sound mind, not related to either of the parties within the degree of cousin-german, without interest in the instrument, not civilly dead, and not deemed infamous by law.

This article is subject to the provisions contained in the next following article, and to those relating to wills.

21. That article 240 be struck out and the following inserted instead thereof :

**240.** A writing which is not authentic by reason of any defect of form, or of the incompetency of the officer, avails as a private writing, if it have been signed by all the parties ; saying the provisions contained in article 146 of the title *Of gifts inter vivos and by will.*

22. That paragraph 2, of article 252 be struck out and the following inserted instead thereof :

2. In all matters in which the principal sum of money or value in question does not exceed fifty dollars.

23. That article 254 be struck out and the following inserted instead thereof :

**254.** In commercial matters in which the sum of money or value in question exceeds fifty dollars, no action or exception can be maintained against any party or his representatives unless there be a writing signed by the former, in the following cases :

1. Upon any promise or acknowledgment whereby a debt is taken out of the operation of the law respecting the limitation of actions ;

2. Upon any promise or ratification made by a person of the age of majority of any obligation contracted during his minority ;

3. Upon any representation or assurance in favor of a person to enable him to obtain credit, money or goods thereupon ;

4. Upon any contract for the sale of goods, unless the buyer have accepted or received part of the goods or given something in earnest to bind the bargain ;

The foregoing rule applies, although the goods be intended to be delivered at some future time or are not at the time of the contract ready for delivery.

24. That article 255 be struck out and the following inserted instead thereof :

**255.** In any action for the recovery of a sum which does not exceed fifty dollars, proof by testimony cannot be received if such sum be a balance or make part of a debt under a contract which cannot be proved by testimony.

Le créancier peut néanmoins prouver par témoins la promesse du débiteur de payer telle balance si elle n'excède pas cinquante piastres.

25. Que l'article 256 soit retranché et remplacé par le suivant :

**256.** Si dans la même instance, une partie fait plusieurs demandes qui réunies forment une somme qui excède cinquante piastres, la preuve par témoins peut être admise, si ces créances procèdent de différentes causes ou ont été contractées à des époques différentes et étaient originairement chacune d'une somme moindre que cinquante piastres.

26. Que le paragraphe 1 de l'article 272 soit retranché et remplacé par le suivant :

1. S'il est déféré par un des créanciers solidaires au débiteur, il ne profite à celui-ci que pour la part de ce créancier; sauf, néanmoins, les règles spéciales applicables aux sociétés commerciales.

## LIVRE PREMIER.

### TITRE PREMIER.

#### DE LA JOUISSANCE ET DE LA PRIVATION DES DROITS CIVILS.

RÉSOLU :—

27. Que l'article 14 soit retranché et remplacé par le suivant :

**14.** Les droits civils se perdent :

1. Dans les cas prévus par les lois de l'Empire ;
2. Par la mort civile.

25. Que l'article 15 soit omis.

29. Que l'article 17 soit retranché et remplacé par le suivant :

**17.** La mort civile résulte de la condamnation à certaines peines afflictives.

30. Que l'article 20 soit exprimé comme suit :

**20.** Les incapacités résultant de la profession religieuse par l'émission des vœux solennels et à perpétuité d'une personne professant la religion catholique dans une communauté religieuse reconnue lors de la cession du Canada à l'Angleterre et approuvée depuis, restent soumises aux lois qui les réglaient à cette époque.

### TITRE DEUXIÈME.

#### DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

RÉSOLU :

31. Que les articles 33a et 33b soient omis.

32. Qu'après l'article 33c, le suivant soit inséré :

**33d.** Les registres sont cotés et paraphés comme les autres registres de l'état civil, et les actes y sont inscrits en la manière exprimée en l'article six du présent titre.

33. Qu'après l'article 43a, le suivant soit inséré :

**43b.** Si l'on a entièrement omis d'entrer aux registres un acte qui devrait s'y trouver, le même tribunal peut, à la demande d'un des intéressés, et après que les autres ont été dûment appelés, ordonner que cette omission soit suppléée, et le jugement à cette fin est inscrit sur la marge des registres, à

The creditor may, nevertheless, prove by testimony a promise made by the debtor to pay such balance, when it does not exceed fifty dollars.

25. That article 256 be struck out and the following inserted instead thereof :

**256.** If in the same action several sums be demanded which united form a sum exceeding fifty dollars, proof by testimony may be received, if the debts have arisen from different causes or have been contracted at different times, and each were originally for a sum less than fifty dollars.

26. That paragraph 1 of article 272 be struck out and the following inserted instead thereof :

1. If offered by one of joint and several creditors to the debtor, it avails the latter for the part only of such creditor, subject, nevertheless, to the special rules applicable to commercial partnerships.

## BOOK FIRST.

### TITLE FIRST.

#### OF THE ENJOYMENT AND LOSS OF CIVIL RIGHTS.

##### RESOLVED :

27. That article 14 be struck out, and the following be inserted instead thereof :

**14.** Civil rights are lost :

1. In the cases provided for by the laws of the British Empire ;
2. By civil death.

28. That article 15 be struck out.

29. That article 17 be struck out, and the following inserted instead thereof :

**17.** Civil death results from condemnation to certain corporal punishments.

30. That article 20 be worded as follows :

**20.** The disabilities which result from religious profession by solemn and perpetual vows, made by persons professing the Catholic religion, in a religious community recognized at the time of the cession of Canada to England, and subsequently approved, remain subject to the laws by which they were governed at that period.

### TITLE SECOND.

#### OF ACTS OF CIVIL STATUS.

##### RESOLVED :

31. That articles 33a and 33b be omitted.

32. That after article 33c, the following be inserted :

**33d.** These registers are numbered and initialed like the other registers of civil status, and the acts are inscribed therein in the manner prescribed in article six of the present title.

33. That after article 43a, the following be inserted :

**43b.** If an act which ought to have been inserted in the register be entirely omitted, the same court may, at the instance of one of the parties interested, the other being called, order that such omission be supplied, and the judgment so ordering, is inscribed on the margin of the said register, at the place where the act so omitted ought to have been entered, and if

l'endroit où aurait dû être entré l'acte omis, et à défaut de marge, sur une feuille distincte qui y demeure annexée.

## TITRE QUATRIÈME.

### DES ABSENTS.

RÉSOLU :

34. Que l'article 9 soit retranché et remplacé par le suivant :

**9.** Lorsqu'une personne a cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence, et que depuis cinq ans on n'en a point eu de nouvelles, ses héritiers présomptifs au jour de son départ ou de ses dernières nouvelles, peuvent se faire envoyer, par justice, en possession provisoire de ses biens à la charge de donner caution pour la sûreté de leur administration.

35. Qu'après l'article 13 le suivant soit inséré :

**14.** Ceux qui ont obtenu la possession provisoire doivent également faire procéder par experts à la visite des immeubles afin d'en constater l'état.

Le rapport est homologué par le tribunal et les frais en sont pris sur les biens de l'absent.

## TITRE CINQUIÈME.

### DU MARIAGE.

RÉSOLU :

36. Qu'après l'article 16a, le suivant soit inséré :

**16b.** Si ce dernier domicile est hors du Bas Canada et que les publications n'y aient pas été faites, le fonctionnaire, qui, dans ce cas, procède à la célébration du mariage, est tenu de s'assurer qu'il n'existe entre les parties aucuns empêchements légaux.

37. Qu'après l'article 24, le suivant soit inséré :

**25.** Si le futur époux, étant majeur, est dans l'état de démence, et non interdit, les personnes suivantes peuvent, dans l'ordre où elles sont mentionnées, faire opposition à son mariage :

1. Le père, et à son défaut, la mère ;
2. A défaut de père et de mère, les aïeuls et aïeules ;
3. A défaut de de ces derniers, le frère ou la sœur, l'oncle ou la tante, le cousin ou la cousine germains, majeurs ;
4. A défaut de tous les susnommés, les parents et alliés du futur époux, qualifiés à assister à l'assemblée du conseil de famille qui doit être consulté sur son interdiction.

38. Qu'après l'article 26, le suivant soit inséré :

**27.** Quelle que soit la qualité de l'opposant, c'est à lui à adopter et suivre les formalités et procédures requises pour soumettre son opposition au tribunal et l'y faire décider sous les délais voulus, sans qu'il soit besoin de demande en mainlevée ; à défaut de quoi, l'opposition est regardée comme non avenue, et il est, nonobstant, passé outre à la célébration du mariage.

39. Qu'après l'article 33, le suivant soit inséré :

**34.** Dans les cas de l'article précédent, la demande en nullité n'est plus recevable, toutes les fois qu'il y a eu cohabitation continuée pendant six mois, depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté, ou que l'erreur en a été reconnue.

40. Qu'après l'article 35 le suivant soit inséré :

**36.** Dans le cas des trois articles qui précèdent l'action en nullité ne peut plus être intentée ni par les époux, ni par le tuteur ou curateur, ni par les parents dont le consentement est requis, toutes les fois que ce mariage a été approuvé expressément ou tacitement par ceux dont le consentement était nécessaire ; ou lorsqu'il s'est écoulé six mois sans

there be no margin, then on a sheet of paper which remains annexed thereto.

#### TITLE FOURTH.

##### OF ABSENTEES.

###### RESOLVED :

34. That article 9 be struck out and the following inserted instead thereof:

9. Whenever a person has ceased to appear at his domicile or place of residence, and has not been heard of for a period of five years, his presumptive heirs at the time of his departure or of the latest intelligence received, may obtain from the court provisional possession of his property, on giving security for their due administration.

35. That after article 13 the following be inserted:

14. Those who have obtained provisional possession must likewise have the immoveable property visited by skilled persons for the purpose of ascertaining its condition. Their report is homologated by the court, and the costs are paid out of the absentee's property.

#### TITLE FIFTH.

##### OF MARRIAGE.

###### RESOLVED :

36. That after article 16a, the following be inserted:

16b. If this last domicile be out of Lower Canada, and the publications have not been made there, the officer who, in that case, celebrates the marriage, is bound to ascertain that there is no legal impediment between the parties.

37. That after article 24, the following be inserted:

25. If a party about to be married, being of the age of majority, be insane, and not interdicted, the following persons may oppose the marriage in the following order:

1. His father, and in his default, his mother;
2. In default of both father and mother, his grandfathers and grandmothers;
3. In default of the latter, his brothers or sisters, uncles or aunts, or cousins-germain, of the age of majority;
4. In default of all the above, those related or allied to such party who are qualified to take part in the meeting of a family council, which should be consulted as to his interdiction.

38. That after article 26, the following be inserted:

27. Whatever may be the quality of the opposant, it is his duty to adopt and follow up the formalities and proceedings necessary to have his opposition brought before the court and decided within the legal delays, any demand for its dismissal not being required; in default of his so doing, the opposition is regarded as never having been made, and the marriage ceremony is proceeded with, notwithstanding.

39. That after article 33, the following be inserted:

34. In the cases of the preceding article, the party who has continued cohabitation during six months after having acquired full liberty or become aware of the error, cannot seek the nullity of the marriage.

40. That after article 35, the following be inserted:

36. In the cases of the three preceding articles, an action for annulling marriage cannot be brought by the husband or wife, tutor or curator, or by the relations whose consent is required, if the marriage have been either expressly or tacitly approved of by those whose consent was necessary; nor if six months have been allowed to elapse without complaint on their

réclamation de leur part, depuis qu'ils ont eu connaissance du mariage.

41. Qu'après l'article 42, le suivant soit inséré :

43. Si les publications requises n'ont pas été faites ou suppléées au moyen de dispense ou licence, ou bien si les intervalles prescrits ou d'usage pour les publications et la célébration n'ont pas été observés, le fonctionnaire qui célèbre un mariage sous de telles circonstances est passible d'une amende qui n'excède pas cinq cents piastres.

42. Qu'après l'article 43, le suivant soit inséré :

44. La pénalité imposée par l'article précédent est également encourue par le fonctionnaire qui, dans l'exécution du devoir qui lui est imposé, ou dont il s'est chargé, touchant la célébration d'un mariage, contrevient aux règles qui sont prescrites à cet égard par les divers articles du présent titre.

## TITRE SIXIÈME.

### DE LA SEPARATION DE CORPS.

RÉSOLU :—

43. Qu'après l'article 18a, le suivant soit inséré :

19. Si la femme laisse le lieu qui lui a été assigné sans la permission du tribunal ou du juge, le mari peut se faire libérer de la pension alimentaire, et peut même obtenir le renvoi sauf à se pourvoir de l'action portée contre lui, si la femme refuse de se conformer à l'ordre qui lui est donné de retourner au lieu qu'elle a ainsi quitté, sous le délai qui lui est imparté.

44. Qu'après l'article 25, le suivant soit inséré :

26. Cette séparation rend la femme capable d'ester en jugement et de contracter seule pour tout ce qui regarde l'administration de ses biens ; mais pour les actes et poursuites tendant à l'aliénation de ses immeubles, elle a besoin de l'autorisation du juge.

## TITRE SEPTIÈME.

### DE LA FILIATION

RÉSOLU :—

45. Qu'après l'article 5, les trois suivants soient insérés :

7. Dans les divers cas où le mari est autorisé à désavouer, il doit le faire :

1. Dans les deux mois, s'il est sur les lieux lors de la naissance de l'enfant ;

2. Dans les deux mois après son retour, si à cette même époque il a été absent du lieu ;

3. Dans les deux mois après la découverte de la fraude, si on lui a caché la naissance de l'enfant.

8. Si le mari est mort avant d'avoir fait son désaveu, mais étant encore dans le délai utile pour le faire, les héritiers ont deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, à compter de l'époque où cet enfant s'est mis en possession des biens du mari, ou de l'époque où les héritiers ont été par lui troublés dans leur possession.

9. Les désaveux de la part du mari ou de ses héritiers doivent être proposés au moyen d'une action en justice, dirigée contre le tuteur ou un tuteur *ad hoc* donné à l'enfant, s'il est mineur ; à laquelle action la mère vivante doit être appelée.

part, since they became aware that the marriage had taken place.

41. That after article 42, the following be inserted :

**43.** If the publications required were not made, or their omission supplied by means of a dispensation or license, or if the legal or usual intervals for the publications or the celebration have not elapsed, the officer celebrating the marriage under such circumstances, is liable to a penalty not exceeding five hundred dollars.

42. That after article 43, the following be inserted :

**44.** The penalty imposed by the preceding article is in like manner incurred by any officer who, in the execution of the duty imposed upon him, or which he has undertaken, touching the celebration of a marriage, contravenes the rules prescribed, in this respect by the different articles of the present title.

## TITLE SIXTH.

### OF SEPARATION FROM BED AND BOARD.

RESOLVED :—

43. That after article 18*a*, the following be inserted :

**19.** If the wife leave the place of residence assigned to her without the permission of the court or judge, the husband may claim to be liberated from the payment of the alimentary pension, and even have her action dismissed, saving her recourse, should she refuse to obey the order given her to return within a given delay to the place she has thus quitted.

44. That after article 25 the following be inserted :

**26.** The separation renders the wife capable of suing and being sued, and of contracting alone, for all that regards the administration of her property ; but for all acts and suits tending to alienate her immoveable property, she requires the authorization of a judge.

## TITLE SEVENTH.

### OF FILIATION.

RESOLVED :—

45. That after article 5, the three following be inserted :

**7.** In all the cases where the husband may disown the child, he must do so :

1. Within two months, if he be in the place at the time of the birth ;
2. Within two months after his return, if absent at the time of the birth ;
3. Within two months of the discovery of the fraud if the birth have been concealed from him.

**8.** If the husband die before disowning the child, but still being within the delay allowed for so doing, the heirs have two months to contest the legitimacy of the child from the time he has taken possession of the property of the husband, or from the time that the heirs have been disturbed by him in their possession.

**9.** Such disavowal, on the part of the husband or of his heirs, must be made by an action at law, directed against the tutor, or tutor *ad hoc*, appointed to the child; if he be a minor; and the mother, if living, must be made a party to the action.

## TITRE NEUVIEME.

DE LA MINORITÉ, DE LA TUTELLE ET DE L'EMANCIPATION.

RÉSOLU :—

46. Que l'article 33 soit retranché et remplacé par le suivant :

**33.** Deux tutelles sont pour toute personne une juste dispense d'en accepter une troisième autre que celle de ses enfants. Celui qui, époux ou père, est déjà chargé d'une tutelle, n'est pas tenu d'en accepter une seconde, excepté celle de ses enfants.

47. Que l'article 60 soit retranché et remplacé par le suivant :

**60.** Le tuteur ne peut accepter ni répudier une succession échue au mineur, sans autorisation préalable du juge, sur avis du conseil de famille. L'acceptation n'a lieu que sous bénéfice d'inventaire. Accompagnée de ces formalités l'acceptation ou la renonciation a le même effet que si elle était faite par un majeur.

48. Qu'après l'article 60, le suivant soit inséré :

**61.** Dans le cas où la succession répudiée au nom du mineur n'a pas été acceptée par un autre, elle peut être reprise soit par le tuteur autorisé à cet effet par le juge, sur nouvel avis du conseil de famille, soit par le mineur devenu majeur, mais dans l'état où elle se trouve lors de la reprise et sans pouvoir attaquer les ventes ou autres actes qui ont été légalement faits pendant la vacance.

49. Que l'article 63a soit retranché et remplacé par le suivant :

**63a.** Les actions appartenant au mineur sont portées au nom de son tuteur, sauf celles pour gages que le mineur âgé de quatorze ans peut intenter seul jusqu'au montant de cinquante piastres.

Nulle action portée par le tuteur n'est maintenue, s'il ne justifie de l'enregistrement préalable de l'acte de tutelle.

50. Qu'après l'article 65, le suivant soit inséré.

**65a.** Le tuteur ne peut transiger au nom de son mineur qu'après y avoir été autorisé par le tribunal, le juge ou le protonotaire sur avis du conseil de famille ; accompagnée de ces formalités, la transaction a le même effet que si elle était faite avec un majeur.

51. Que l'article 77 soit retranché et remplacé par le suivant :

**77.** Le mineur émancipé passe les baux dont la durée n'excède pas neuf ans ; il reçoit ses revenus, en donne quittance, et fait tous les actes qui ne sont que de pure administration, sans être restituable contre ces actes dans tous les cas où les majeurs ne le sont pas.

## TITRE DIXIEME.

DE LA MAJORITÉ, DE L'INTERDICTION, DE LA CURATELLE ET DU CONSEIL JUDICIAIRE.

RÉSOLU :—

52. Qu'après l'article 17, le suivant soit inséré :

**17a.** Nul, à l'exception des époux, des ascendants et descendants, n'est tenu de conserver la curatelle d'un interdit au-delà de dix ans. A l'expiration de ce terme, le curateur peut demander et doit obtenir son remplacement.

## TITLE NINTH.

OF MINORITY, TUTORSHIP AND EMANCIPATION.

## RESOLVED:

46. That article 33 be struck out and the following inserted instead thereof:

**33.** Two tutorships are, for any person, a sufficient reason for refusing to accept a third, other than that of his children. A husband or father, who is already charged with one tutorship, is not bound to accept a second, unless it be that of his own children.

47. That article 60 be struck out and the following inserted instead thereof:

**60.** The tutor cannot accept or renounce a succession, which falls to the minor, without the previous authorization of the judge, on the advice of a family council. The acceptance can only be made under benefit of inventory. Accompanied by these formalities the acceptance or renunciation has the same effect as if made by a person of age.

48. That after article 60, the following be inserted:

**61.** In any case where a succession renounced in the name of a minor has not been accepted by any one else, it may be afterwards accepted either by the tutor authorized by the judge, on the advice of a family council consulted anew, or by the minor become of age; but it is so taken in the state in which it is then, and the sales or other acts legally made during the vacancy cannot be questioned.

49. That article 63*a* be struck out and the following inserted instead thereof:

**63*a*.** Actions belonging to a minor are brought in the name of his tutor, except those for wages, which minors when of the age of fourteen years may bring alone to the amount of fifty dollars.

No action brought by a tutor can be maintained unless he show that the act of tutorship has been registered.

50. That after the article 65 the following be inserted:

**65*a*.** A tutor cannot transact in the name of the minor, until he is authorized by the court, by the judge or the prothonotary on the advice of a family council. Accompanied by these formalities, transaction has the same effect as if made with a person of age.

51. That article 77 be struck out and the following inserted instead thereof:

**77.** An emancipated minor may grant leases, for terms not exceeding nine years; he may receive his revenues, give receipts therefor, and perform all acts of mere administration. He is not relievable from these acts, except in cases where persons of age would be so.

## TITLE TENTH.

OF MAJORITY, INTERDICTION, CURATORSHIP AND OF JUDICIAL ADVISERS.

## RESOLVED:—

52. That after article 17, the following be inserted:

**17*a*.** No one, with the exception of husband and wife, and ascendants and descendants, is obliged to retain the curatorship of an interdicted person for more than ten years; at the expiration of that time, the curator may demand and has a right to be replaced by another.

## LIVRE DEUXIEME.

## TITRE PREMIER.

## DE LA DISTINCTION DES BIENS.

RÉSOLU :—

53. Qu'après l'article 15, le suivant soit inséré :

**16.** Sont aussi meubles par la détermination de la loi, les rentes constituées, et toutes les autres rentes perpétuelles ou viagères, sauf celle résultant de l'emphytéose, laquelle est immeuble.

54. Qu'après l'article 19 *bis*, les suivants soient insérés :

**20a.** Le rachat des rentes, autres que les rentes viagères, si le taux auquel il doit se faire n'est ni réglé par la loi, ni valablement stipulé, a lieu par la remise du prix capital originaire, ou de la valeur pécuniaire attribuée par les parties aux choses moyennant lesquelles la rente a été créée. Si ce prix ou cette valeur n'apparaissent pas, le rachat se fait moyennant une somme qui puisse produire la même rente à l'avenir, au taux de l'intérêt légal à l'époque du rachat.

Des dispositions particulières quant au rachat des rentes en remplacement des droits seigneuriaux se trouvent au chapitre quarante-et-unième des Statuts Refondus du Bas Canada.

**20b:** Les rentes viagères et les autres rentes temporaires au terme desquelles aucun capital n'est remboursable, ne sont pas rachetables à l'option de l'une des parties seulement.

Il est pourvu au titre douzième du troisième livre au mode de rachat des rentes viagères, lorsqu'il doit avoir lieu forcément en justice.

La rente temporaire non viagère, sans capital remboursable, est estimée dans les mêmes cas comme les rentes viagères.

## TITRE DEUXIEME.

## DE LA PROPRIÉTÉ.

RÉSOLU :—

55. Que l'article 16 soit retranché et remplacé par le suivant :

**16a.** Si un fleuve ou une rivière, navigable ou non, enlève, par une force subite, une partie considérable et reconnaissable d'un champ riverain, et la porte vers un champ inférieur ou sur la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut la réclamer ; mais il est tenu, à peine de déchéance, de le faire dans l'année, à compter de la possession qu'en a prise le propriétaire du fonds auquel elle a été réunie.

## TITRE QUATRIEME.

## DES SERVITUDES RÉELLES.

RÉSOLU :—

56. Que l'article 16 soit retranché et remplacé par le suivant :

**16a.** Tout copropriétaire peut bâtir contre un mur mitoyen et y placer des poutres ou solives dans toute l'épaisseur du mur à quatre pouces près, sans préjudice du droit qu'a le voisin de le forcer à réduire la poutre jusqu'à la moitié du mur dans le cas où il voudrait lui-même asseoir des poutres dans le même lieu, ou y adosser des cheminées.

57. Qu'après l'article 22a, le suivant soit inséré :

**23.** Lorsque les différents étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, si les titres de propriété ne règlent pas le

## BOOK SECOND.

## TITLE FIRST.

## OF THE DISTINCTION OF THINGS.

## RESOLVED :—

53. That after article 15 the following be inserted :

**16.** Constituted rents and all other perpetual or life-rents, are also moveable by determination of law; saving those resulting from emphyteusis which are immoveable.

54. That after article 19 *bis*, the following be inserted :

**20a.** Where the sum for which the redemption of rents, other than life-rents, may take place, is neither fixed by law nor validly agreed upon, the rents are redeemed by the repayment of the original price in capital, or of the value in money put by the parties upon the things which formed the consideration of the rents so created. If such price or such value do not appear, the redemption is effected by the payment of a sum sufficient to produce a like rent for the future, at the legal rate of interest at the time of the redemption.

Special provisions concerning the redemption of the rents substituted for seigniorial rights, are contained in chapter forty-one of the Consolidated Statutes for Lower Canada."

**20b.** Life-rents and other temporary rents, at the termination of which no reimbursement of the capital is to take place, are not redeemable at the option of either of the parties alone.

In the twelfth title of the third book, a mode is provided for the redemption of life-rents, when it takes place forcibly under writ.

Temporary rents, other than life-rents, and not subject to reimbursement of the capital, are estimated in like cases, in the same manner as life-rents.

## TITLE SECOND.

## OF OWNERSHIP.

## RESOLVED :

55. That article 16 be struck out and the following inserted instead thereof :

**16a.** If a river or stream, whether navigable or not, carry away by sudden force a considerable and distinguishable part of an adjacent field and bear it towards a lower or opposite bank, the proprietor of the part carried away may reclaim it; but he is obliged, on pain of forfeiting his right, to do so within a year, to be reckoned from the possession taken of it by the proprietor of the land to which it has been united.

## TITLE FOURTH.

## OF REAL SERVITUDES.

## RESOLVED :

56. That article 16 be struck out and the following inserted instead thereof :

**16a.** Every coproprietor may build against a common wall and place therein joists or beams, to within four inches of the whole thickness of the wall, without prejudice to the right which the neighbour has to force him to reduce the beam to the half thickness of the wall in case he should himself desire to put beams in the same place or to build a chimney against it.

57. That after article 22a the following be inserted :

**23.** When the different stories of a house belong to different

mode de réparation et reconstruction, elles doivent être faites ainsi qu'il suit :

Les gros murs et le toit sont à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient.

Le propriétaire de chaque étage fait le plancher sur lequel il marche ;

Le propriétaire du premier étage fait l'escalier qui y conduit ; le propriétaire du second étage fait, à partir du premier, l'escalier qui conduit chez lui, et ainsi de suite.

58. Que l'article 34 soit retranché et remplacé par le suivant :

**34a.** Les dispositions suivantes sont établies pour les cités et villes incorporées :

1. Celui qui veut avoir puits auprès du mur mitoyen ou propre au voisin, doit y faire en maçonnerie un contre-mur d'un pied d'épaisseur.

2. Celui qui veut avoir fosse d'aisance auprès des dits murs, doit y faire un contre-mur de même nature de quinze pouces d'épaisseur.

Si cependant il y a déjà un puits vis-à-vis sur l'héritage voisin, l'épaisseur sera de vingt-et-un pouces.

3. L'on n'est plus obligé de faire ce contre-mur lorsque le puits ou la fosse d'aisance est éloignée du mur à la distance fixée par les règlements municipaux et par des usages constants et reconnus. S'il n'existe pas de tels règlements ou usages, cette distance est de trois pieds.

4. Celui qui veut avoir cheminée ou âtre, écurie ou étable, dépôt de sel ou d'autres matières corrosives, auprès du mur mitoyen ou propre au voisin, y exhausser le sol ou y amonceler terres jectisses, est tenu d'y faire un contre-mur ou autres travaux suffisants déterminés par les règlements municipaux, les usages constants ou reconnus, et à défaut, par les tribunaux dans chaque cas.

5. Celui qui veut avoir four, forge ou fourneau, doit laisser un espace vide de six pouces entre son propre mur et le mur mitoyen ou propre au voisin.

59. Qu'après l'article 34a le suivant soit inséré :

**37.** L'article qui précède est substitué aux dispositions des lois antérieures sur les sujets qu'il embrasse, lesquelles sont rappelées en autant qu'elles établissent des règles opposées et fixent des mesures et distances différentes pour les mêmes cas.

## TITRE CINQUIEME.

### DE L'EMPHYTÉOSE.

RÉSOLU :—

60. Que l'article 5 soit retranché.

61. Que l'article 6 soit retranché et remplacé par l'article suivant :

6. L'immeuble baillé à emphytéose peut être saisi réellement par les créanciers du preneur, auxquels il est loisible d'en poursuivre la vente en suivant les formalités ordinaires du décret.

## TITRE DIX-NEUVIEME.

### DE LA PRESCRIPTION.

RÉSOLU :—

62. Que l'article 8 soit retranché et remplacé par les deux suivants :

**8a.** En matière de biens-meubles et d'actions personnelles, même en matière de lettres de change et de billets promis-

proprietors, if their titles do not regulate the mode of repairing and rebuilding, it must be done as follows:

All the proprietors contribute to the main walls and the roof, each in proportion to the value of the story which belongs to him;

The proprietor of each story makes the floor under him;

The proprietor of the first story makes the stairs which lead to it; the proprietor of the second story makes the stairs which lead from the first to his, and so on.

58. That article 34 be struck out and the following inserted instead thereof:

**34a.** The following provisions are established for incorporated cities and towns:

1. He who wishes to have a well near the common wall or that belonging to his neighbour, must make a counter-wall of masonry one foot thick;

2. He who wishes to have a privy near such walls must make a counter-wall of the same kind fifteen inches thick;

If however there be a well opposite on the neighbouring property the thickness must be twenty-one inches;

3. When the well or privy is at the distance from the wall determined by municipal regulations and by established and recognized usage, such counter-wall is no longer required. If there be no such regulations or usage the distance is three feet;

4. He who wishes to have a chimney, hearth or stable, or a store for salt or other corrosive material, near the common wall or the wall belonging to his neighbour, or to raise the ground or heap rubbish against it, is obliged to make a counter-wall or other work, the sufficiency of which is determined by municipal regulations, by established and recognized usage, and, in default of any such, by the courts in each case;

5. He who wishes to have an oven, forge or furnace, must leave a vacant space of six inches between his own wall and the common wall or that of his neighbour.

59. That after article 34a the following be inserted:

**37.** The preceding article is substituted for the provisions of anterior laws on the subjects it embraces, which provisions are repealed in so far as they establish contrary rules, and fix different measures and distances in the same cases.

## TITLE FIFTH.

### OF EMPHYTEUSIS.

RESOLVED:—

60. That article 5 be struck out.

61. That article 6 be struck out and the following inserted instead thereof:

**6.** Immoveables held under emphyteusis may be seized as real property, under execution against the lessee by his creditors, who may bring them to sale with the formalities of a sheriff's sale.

## TITLE NINETEENTH.

### OF PRESCRIPTION.

RESOLVED:—

62. That article 8 be struck out and the two following inserted instead thereof:

**8a.** As regards moveables and personal actions, including

soires, et en affaires de commerce en général, l'on peut invoquer séparément ou cumulativement :

1. La prescription entièrement acquise sous une loi différente lorsque la cause d'action n'a pas pris naissance dans le Bas Canada, ou que la dette n'y a pas été stipulée payable, et lorsque cette prescription a été ainsi acquise avant que le possesseur ou le débiteur y ait eu son domicile :

2. La prescription entièrement acquise dans le Bas Canada, à compter de l'échéance de l'obligation, lorsque la cause d'action y a pris naissance ou que la dette y a été stipulée payable, ou que le débiteur y avait son domicile à l'époque de cette échéance ; et dans les autres cas à compter de l'acquisition de ce domicile par le débiteur ou le possesseur ;

3. La prescription résultant de temps successifs écoulés dans les cas des deux paragraphes précédents, lorsque le temps écoulé sous la loi différente a précédé.

9a. Les prescriptions qui ont commencé à courir sous l'empire des lois du Bas Canada sont parachevées conformément aux mêmes lois, sans préjudice à invoquer celles qui s'étaient auparavant accomplies sous une loi différente, ou les temps combinés d'après l'une et l'autre loi, conformément à l'article qui précède.

63. Que l'article 10 soit retranché.

64. Que l'article 17 soit retranché et remplacé par le suivant :

17a. Dans les cas de violence et de clandestinité, la possession utile à la prescription commence lorsque le vice a cessé.

Cependant le voleur et ses héritiers et successeurs à titre universel ne peuvent par aucun temps prescrire la chose volée.

Les successeurs à titre particulier ne souffrent pas de ces vices dans la possession d'autrui, quant à leur propre possession qui a été paisible et publique.

65. Que l'article 21 soit retranché et remplacé par le suivant :

21a. La bonne foi se présume toujours.

C'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver.

66. Que l'article 25 soit retranché et remplacé par le suivant :

25a. Les tiers acquéreurs de bonne foi, avec titre translatif de propriété venant soit du possesseur précaire ou soumis à un domaine supérieur, soit de tous autres, peuvent prescrire par dix ans contre le propriétaire durant le démembrement ou la précarité.

Les tiers peuvent aussi prescrire contre le propriétaire durant le démembrement ou la précarité, par trente ans avec ou sans titre.

67. Que l'article 26 soit retranché et remplacé par le suivant :

26a. Dans les cas de substitution la prescription n'a pas lieu contre l'appelé avant l'ouverture du droit, en faveur du grevé, ni de ses héritiers et successeurs à titre universel.

La prescription court contre l'appelé avant l'ouverture du droit, en faveur des tiers, à moins qu'il ne soit protégé comme mineur ou autrement.

L'appelé, contre qui cette prescription court, a le bénéfice de l'action en interruption.

La possession du grevé profite à l'appelé pour la prescription.

Les prescriptions courent contre le grevé durant le temps de sa possession et en sa faveur contre les tiers.

Après l'ouverture, la prescription peut commencer à courir en faveur du grevé et de ses héritiers et successeurs à titre universel.

bills of exchange and promissory notes, and in commercial matters in general, may be invoked separately or together :

1. Any prescription entirely acquired under a different law when the cause of action did not arise in Lower Canada, or it was not stipulated that the debt should be paid there, and when such prescription has been so acquired before the possessor or the debtor had his domicile there.

2. Any prescription entirely acquired in Lower Canada, from the date of the obligation falling due, when the cause of action arose there or it was stipulated that the debt should be payable there, or the debtor had his domicile there at the time of its falling due ; and in other cases from the date of the acquisition of such domicile by the debtor or possessor.

3. Any prescription resulting from the lapse of successive periods in the cases of the two preceding paragraphs when the time elapsed under the different law has preceded.

9a. Prescriptions which have commenced to run according to the laws of Lower Canada, terminate according to the same laws, without prejudice to the right of invoking those acquired previously under a different law, or by the reunion of time according to both, conformably to the preceding article.

63. That article 10 be struck out.

64. That article 17 be struck out and the following inserted instead thereof :

17a. In case of violence or clandestinity, possession which avails for prescription begins when the defect has ceased.

Nevertheless the thief, his heirs and successors by universal title, cannot prescribe the thing stolen by any length of time.

The successors by particular title do not suffer from these defects in the possession of another; in so far as regards their own possession which has been peaceful and public.

65. That article 21 be struck out and the following inserted instead thereof :

21a. Good faith is always presumed.

He who alleges bad faith must prove it.

66. That article 25 be struck out and the following inserted instead thereof :

25a. Third parties acquiring in good faith, with a title of a nature to transfer property, coming either from the precarious possessor or one subject to a superior domain, or from any other, may prescribe by ten years against the proprietor during the dismemberment or the precarious detention.

Third parties may also prescribe against the proprietor during the dismemberment or the precarious detention, by thirty years with or without title.

67. That article 26 be struck out and the following inserted instead thereof :

26a. In cases of substitution prescription does not take place against the substitute, before the opening of the right, in favor of the person charged, nor of his heirs or successors by universal title.

Prescription runs against the substitute, before the opening of the right, in favor of the third parties, unless he be protected as a minor, or otherwise.

The substitute, against whom this prescription runs, has the benefit of the action of interruption.

The possession of the institute avails the substitute, for the purposes of prescription.

Prescription runs against the institute during the time of his possession and in his favor against third parties.

After the opening, prescription may begin to run in favor of the institute and of his heirs and successors by universal title.

68. Que les articles 39, 40, 41 et 42 soient retranchés et remplacés par le suivant :

**39a.** La prescription acquisitive des immeubles corporels non réputés chose sacrée, et la prescription libératoire qui se rapporte au fonds des rentes et redevances, aux legs, aux droits d'hypothèque, ont lieu contre l'Eglise par trente ans, de la même manière et d'après les mêmes règles que contre les particuliers.

Néanmoins les acquéreurs avec titre et bonne foi prescrivent contre l'église par dix ans tant acquisitivement que libératoirement comme entre particuliers.

La prescription acquisitive des meubles corporels non réputés sacrés, et les autres prescriptions libératoires, y comprise celle des sommes en capital, ont lieu contre l'Eglise comme entre particuliers.

69. Que l'article 64 soit retranché et remplacé par le suivant.

**64a.** La prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par ce code, ou dans l'impossibilité absolue en droit ou en fait d'agir par elles-mêmes ou en se faisant représenter par d'autres.

Sauf ce qui est dit à l'article 121 de ce titre, la prescription ne court pas, même en faveur des tiers-acquéreurs, contre ceux qui ne sont pas nés, ni contre les mineurs, les idiots, les furieux et les insensés pourvus ou non de tuteur ou de curateur. Ceux auxquels un conseil judiciaire est donné, et l'interdit pour cause de prodigalité, ne jouissent pas de ce privilège.

La prescription court contre les absents comme contre les présents et par le même temps, sauf ce qui est déclaré quant à l'envoyé en possession.

70. Que l'article 78 soit retranché et remplacé par le suivant :

**78a.** La prescription se compte par jours et non par heures.

La prescription est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli ; le jour où elle a commencé n'est pas compté.

71. Que l'article 80 *quater* soit retranché et remplacé par le suivant :

**80a.** La prescription de trente ans, a, dans tous les cas demeurés prescriptibles, les mêmes effets que la centenaire ou immémoriale, tant pour le fonds de droit, que pour couvrir les vices du titre, des formalités et de la bonne foi. Ce qui demeure imprescriptible par trente ans ne se prescrit ni par cent ans ni par un plus long temps.

72. Que l'article 81 soit retranché et remplacé par le suivant :

**81a.** La possession d'une chose ou d'un droit retenue ou commencée avant l'accomplissement de la prescription contre lui, par quelqu'un qui se prétend propriétaire, conserve à ce possesseur, pour sa défense contre la revendication, les voies de nullité et les autres moyens d'exception qui atteignent en principe le droit prétendu contre lui, ou qui l'ont anéanti, nonobstant l'écoulement du temps par lequel s'est prescrite l'action directe à leur égard.

Le défendeur à toute action personnelle qui continue de durer contre lui, peut également opposer jusqu'à concurrence les exceptions péremptoires qui se rattachent à la demande et se rapportent au temps qu'elle comprend, quoique le terme après lequel l'action directe est prescrite soit arrivé.

Le présent article ne s'applique pas à l'exception qui ne se rattache pas à l'action ou qui ne l'a pas éteinte de plein droit. Ainsi la compensation ne peut être opposée après le temps fixé pour la prescription, que si cette compensation a eu son effet avant que la cause en fût prescrite. C'est à celui qui excipe à établir que son droit à l'encontre de la demande s'est appliqué en sa faveur ou en celle d'un autre qu'il représente, dans un temps efficace et sans qu'aucune prescription acquise l'ait alors empêché.

68. That articles 39, 40, 41, 42, be struck out and the following inserted instead thereof :

**39a.** The acquisitive prescription of corporeal immoveable property not being sacred property, and the liberative prescription which refers to the principal of rents and dues, to legacies, to the rights of hypothec, take place against the church by thirty years, in the same manner and according to the same rules as against private persons.

Nevertheless purchasers with title and good faith prescribe against the church by ten years as well for acquisition as for liberation in the same way as between private persons.

The acquisitive prescription of corporeal moveables not being sacred, and the other liberative prescriptions, including that of the capital sums, take place against the church as between private persons.

69. That article 64 be struck out and the following inserted instead thereof :

**64a.** Prescription runs against all persons, unless they be included in some exception established by this code, or unless it be absolutely impossible for them in law or in fact to act by themselves or to be represented by others.

Saving what is declared in the article 121 of this title, prescription does not run, even in favor of third parties purchasing, against those who are not born, nor against minors, idiots madmen or insane persons, with or without tutors or curators. Those to whom a judicial counsel is given, and he who is interdicted for prodigality do not enjoy this privilege.

Prescription runs against absentees as against those present and by the same lapse of time, saving what is declared as to the person put in possession of the estate of an absentee.

70. That article 78 be struck out and the following inserted instead thereof :

**78a.** Prescription is reckoned by days and not by hours.

Prescription is acquired when the last day of the term is accomplished ; the day on which it commenced is not counted.

71. That article 80 *quater* be struck out and the following inserted instead thereof :

**80a.** The prescription of thirty years, has, in all prescriptible cases, the same effects as that of a hundred years or of the immemorial prescription, as well for the right, as to cover the defects of title, informalities and want of good faith. What is not prescriptible by thirty years cannot be prescribed either by a hundred years or by any longer space of time.

72. That article 81 be struck out and the following inserted instead thereof :

**81a.** The possession of a thing or of a right, retained or commenced before the accomplishment of the prescription against him, by any one claiming to be proprietor, preserves for the possessor, as his defence against revindication, the grounds of nullity and the other exceptions which attack the principle of the right pretended against him, or which have destroyed it, notwithstanding the lapse of the time by which the direct action with respect to them is prescribed.

The defendant in every personal action, which continues to exist against him, may also plead, in so far as they apply, the peremptory exceptions which are connected with the demand and which refer to the time it includes, although the time by which the direct action is prescribed has elapsed.

The present article does not apply to the exception which is not connected with the action, or which has not extinguished it of right. Thus compensation can only be set up after the time fixed for prescription, if such compensation has had its effect before its cause was prescribed. It is for him who excepts to establish that his right in regard to the action has applied in his favor or in that of another whom he represents, within the required time and without any acquired prescription then having prevented it.

Sous les modifications qui précèdent, la compensation au moyen d'une dette commerciale pourra aussi être opposée à l'avenir après le temps de la prescription.

L'adoption des moyens opposés en défense ne fait pas revivre l'action directe prescrite.

73. Que l'article 85a soit retranché et remplacé par le suivant :

**85b.** Le terme apposé par la loi ou la convention à la faculté de réméré est de rigueur sans qu'aucune prescription soit requise.

Il en est de même du terme apposé au droit du vendeur de rentrer dans l'immeuble faute de paiement du prix.

La faculté de racheter les rentes vient de la loi ; elle est imprescriptible.

74. Que les articles 88a, 89 et 90 soient retranchés et remplacés par le suivant :

**88b.** A l'exception de ce qui est dû à Sa Majesté, les arrérages de rentes, même viagères, ceux de l'intérêt, ceux des loyers et fermages, et en général les arrérages des fruits naturels ou civils se prescrivent par cinq ans.

Cette disposition affecte ce qui provient du bail emphytéotique ou d'autre cause immobilière, même avec privilège ou hypothèque.

La prescription des arrérages a lieu quoique le fonds soit imprescriptible pour cause de précarité.

La prescription du fonds comporte celle des arrérages.

75. Que les articles 92 et 93 soient retranchés et remplacés par le suivant :

**92a.** Celui qui acquiert de bonne foi et par titre translatif de propriété, un immeuble corporel, en prescrit la propriété et se libère des servitudes, charges et hypothèques par une possession utile en vertu de ce titre pendant dix ans.

76. Que l'article 94 soit retranché et remplacé par le suivant :

**94a.** Le tiers-acquéreur avec titre et bonne foi de redevances ou rentes en prescrit acquisitivement le capital par dix ans, au moyen d'une jouissance exempte de vices, contre le créancier qui a entièrement manqué de jouir et négligé d'agir durant le temps requis.

77. Que l'article 96 soit retranché et remplacé par le suivant :

**96a.** Le titre nul par défaut de forme ne peut servir de base à la prescription de dix ans.

78. Que l'article 97 soit retranché et remplacé par le suivant :

**97a.** Après la renonciation ou l'interruption dans la prescription de dix ans, elle ne recommence à s'accomplir que par trente ans.

79. Que l'article 99 soit retranché et remplacé par le suivant :

**99a.** La prescription de dix ans et les autres moindres que celle de trente ans peuvent être invoquées séparément avec cette dernière contre une même demande.

80. Que l'article 100 soit retranché et remplacé par le suivant :

**100a.** Aux cas où la prescription de dix ans peut courir, chaque nouveau détenteur d'un immeuble qui demeure affecté à une servitude, charge ou hypothèque, peut être contraint à fournir à ses frais un titre nouvel.

Under the modifications which precede, compensation, by means of a commercial debt, may also be offered hereafter after the time allowed for prescription.

The adoption of the means offered in defence does not revive the direct action once prescribed.

73. That article 85*a* be struck out and the following inserted instead thereof:

**85*b*.** The term joined by law or by stipulation to the right of redemption is absolute without prescription being required.

It is the same as to the term for exercising the right of the vendor to take back the immoveable, by reason of the price not having been paid.

The right to redeem rents comes from the law ; it is imprescriptible.

74. That articles 88*a*, 89 and 90, be struck out and the following inserted instead thereof :

**88*b*.** With the exception of what is due to the crown, the arrears of rents, including life rents, the arrears of interest, of leases of houses and lands, and generally all arrears of fruits natural and civil are prescribed by five years.

This provision applies to what comes from the emphyteutic lease or other immoveable right, even where there is privilege or hypothec.

The prescription of arrears runs although the principal be imprescriptible on account of its precarious possession.

Prescription of the principal carries with it that of the arrears.

75. That articles 92 and 93 be struck out and the following inserted instead thereof :

**92*a*.** He who acquires a corporeal immoveable in good faith and with title, prescribes the property and liberates himself from the servitudes, charges and hypothecs by an effective possession in virtue of such title during ten years.

76. That article 94 be struck out and the following inserted instead thereof :

**94*a*.** The third party purchasing with title and in good faith dues or rents acquires the capital by prescription of ten years, by means of an enjoyment exempt from defects, against the creditor who has entirely ceased to enjoy and neglected to act during the required time.

77. That article 96 be struck out and the following inserted instead thereof :

**96*a*.** The title which is null from informality cannot serve as a ground for the prescription of ten years.

78. That article 97 be struck out and the following inserted instead thereof :

**97*a*.** After the renunciation or the interruption in the prescription of ten years, the prescription of thirty years alone can avail.

79. That article 99 be struck out and the following inserted instead thereof :

**99*a*.** The prescription of ten years and the others less than that of thirty years may be invoked separately with this last against the same demand.

80. That article 100 be struck out and the following inserted instead thereof :

**100*a*.** In the cases where the prescription of ten years can run, each new holder of an immoveable property burthened with a servitude, charge or hypothec, may be obliged to furnish a new title at his own cost.

81. Que l'article 101 soit retranché et remplacé par le suivant :

**101a.** L'action en restitution des mineurs pour lésion et celle en rescision de contrat pour erreur, fraude, violence ou crainte, se prescrivent par dix ans.

Ce temps court dans le cas de violence ou de crainte, du jour où elles ont cessé ; et dans le cas d'erreur ou de fraude du jour où elles ont été découvertes.

Ce temps ne court à l'égard des interdits que du jour où l'interdiction est levée, excepté quant au prodigue ou à celui auquel il a été donné un conseil judiciaire. Il ne court pas contre les idiots, les furieux et les insensés, quoique non interdits. Il ne court à l'égard des mineurs que du jour de leur majorité.

82. Que l'article 103bis soit retranché et remplacé par le suivant :

**103a.** L'action civile pour injures corporelles, si le cas n'est pas autrement réglé par une loi spéciale, se prescrit par un an. Celles pour séduction et pour frais de gésine se prescrivent par deux ans. Ces prescriptions sont absolues.

83. Que l'article 104 soit amendé en substituant *un an* au lieu de *deux ans*, pour la prescription de l'action des serviteurs de maison ou de ferme et des commis des commerçants.

84. Que l'article 105 soit retranché et remplacé par le suivant :

**105a.** L'action des hôteliers et maîtres de pension se prescrit par un an.

85. Que l'article 109 soit retranché et remplacé par le suivant :

**109a.** La prescription est de cinq ans contre les notaires, les avocats et procureurs et contre tous officiers de justice, pour leurs honoraires, émoluments, services et déboursés, à compter du jugement final dans chaque cause, quant aux avocats et procureurs, et quant aux autres à compter de l'exigibilité du paiement.

Le serment du débiteur sur le fait du paiement peut être offert ou déféré dans ces cas comme dans tous les autres.

86. Que l'article 110 soit retranché et remplacé par le suivant :

**110a.** L'action contre les notaires, les avocats, les procureurs et autres officiers de justice ou dépositaires, en vertu de leur office, pour la remise des pièces et titres, se prescrit par cinq ans à compter de leur réception, ou de la fin de la procédure à laquelle ils ont servi.

87. Que les articles 111 et 112 soient retranchés et remplacés par le suivant :

**111a.** En fait de lettres de change à l'intérieur ou à l'étranger, et de billets promissoires, négociables ou non, et en général en toutes actions de nature commerciale, la prescription a lieu par cinq ans.

Les ventes d'effets mobiliers faites par un marchand à quelqu'un qui ne l'est pas, ou par ce dernier à un marchand, sont réputées affaires commerciales et tombent sous le présent article.

Le billet payable à demande se prescrit à compter de sa date.

Les billets de banque ne sont pas soumis à cet article.

88. Qu'après l'article 111a le suivant soit inséré :

**111b.** Les ventes d'effets mobiliers entre non marchands, quoique n'étant pas affaire de commerce, donneront lieu, à l'avenir, à une prescription de cinq ans.

81. That article 101 be struck out and the following inserted instead thereof :

**101a.** The action in restitution of minors for lesion, and that in rescision of contracts for error, fraud, violence or fear are prescribed by ten years.

The time runs in the case of violence or fear from the day they ceased ; and in case of error or fraud from the day they were discovered.

This time only runs with regard to interdicted persons from the day the interdiction is removed, except for the prodigal or him to whom a judicial counsel has been given. It does not run against idiots, madmen and insane persons although not interdicted. It runs against minors only from their majority.

82. That article 103*bis* be struck out and the following inserted instead thereof :

**103a.** The civil action for bodily injuries, if the case be not otherwise provided for by a special law, is prescribed by one year. That for seduction and the expenses of lying-in is prescribed by the two years. These prescriptions are absolute.

83. That article 104 be amended by substituting *one year* instead of *two years* for the prescription of the actions of house or farm servants and merchants' clerks.

84. That article 105 be struck out and the following inserted instead thereof :

**105a.** The action of hotel and boarding-house keepers is prescribed by one year.

85. That article 109 be struck out and the following inserted instead thereof :

**109a.** Prescription is acquired by five years against notaries, advocates and attorneys and against all officers of justice, for their fees, emoluments, services and disbursements, to be reckoned from the final judgment in each case as to advocates and attorneys, and as to the others to be reckoned from the time the payment is exigible.

The oath of the debtor as to the fact of payment may be offered or deferred in those cases, as in all others.

86. That article 110 be struck out and the following inserted instead thereof :

**110a.** The action against notaries, advocates, attorneys and other officers of justice or depositaries, in virtue of their office, for the remission of papers and titles, is prescribed by five years, to be reckoned from their reception or from the end of the procedure in which they have been used.

87. That articles 111 and 112 be struck out and the following inserted instead thereof :

**111a.** As to inland and foreign bills of exchange, and promissory notes whether negotiable or not, and in general as to all actions of a commercial nature, prescription is acquired by five years.

Sales of moveable effects made by a trader to one who is not, or by the latter to a trader, are reputed commercial matters and fall within the present article.

Prescription of a note payable on demand runs from its date. Bank notes are not subject to this article.

88. That after article 111a the following be inserted :

**111b.** Actions arising from sales of moveable effects between persons not traders, although not being commercial matters, are subject hereafter to a prescription of five years.

89. Que les articles 106 et 107 soient retranchés et remplacés par le suivant :

**111c.** L'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement, y compris le logement et la nourriture par eux fournis ; celles des employés à gages non réputés domestiques et dont l'engagement est pour une année ou plus se prescrivent par deux ans ; et l'action pour louage d'ouvrage ou pour prix du travail soit manuel, soit professionnel ou intellectuel, et pour les matériaux fournis, lorsque la prescription n'en est pas autrement réglée par ce code, se prescrivent par cinq ans, soit que la cause ou le sujet soit ou non de nature commerciale.

90. Qu'après l'article 111c le suivant soit inséré :

**111d.** Les actions en dommages-intérêts résultant de délits ou quasi-délits se prescrivent par deux ans, à défaut d'autres dispositions applicables.

91. Que l'article 113 soit retranché et remplacé par le suivant :

**113a.** Après la renonciation ou l'interruption, excepté quant à la prescription de dix ans en faveur des tiers, la prescription recommence à courir par le même temps qu'auparavant, s'il n'y a novation, sauf ce qui est contenu en l'article suivant.

92. Que les articles 116 et 117 soient retranchés et remplacés par un article déclarant les prescriptions absolues, comme règle générale.

93. Que l'article 119b soit retranché et remplacé par le suivant :

**119c.** La possession actuelle d'un meuble corporel comme propriétaire fait présumer le juste titre. C'est au réclamant à prouver, outre son droit, les vices de la possession et du titre du possesseur qui invoque la prescription ou qui en est dispensé d'après les dispositions du présent article.

La prescription des meubles corporels a lieu par trois ans, à compter de la dépossession, en faveur du possesseur de bonne foi, même si cette dépossession a eu lieu par vol.

Cette prescription n'est cependant pas nécessaire pour empêcher la revendication si la chose a été achetée de bonne foi dans une foire, marché, ou à une vente publique, ou d'un commerçant trafiquant en semblables matières, ni en affaire de commerce en général ; sauf l'exception contenue au paragraphe qui suit.

Néanmoins la chose perdue ou volée peut être revendiquée tant que la prescription n'est pas acquise, quoiqu'elle ait été achetée de bonne foi dans les cas du paragraphe qui précède ; mais dans ces cas la revendication ne peut avoir lieu qu'en remboursant à l'acheteur le prix qu'il a payé.

La revendication n'a lieu dans aucun cas si la chose a été vendue sous l'autorité de la loi.

Le voleur ou autre possesseur violent ou clandestin, et leurs successeurs à titre universel sont empêchés de prescrire par les articles 16 et 17 en ce titre.

94. Qu'après l'article 121 le suivant soit inséré :

#### SECTION VI.

##### DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

**122a.** Les prescriptions commencées avant la promulgation de ce code, seront réglées conformément aux lois antérieures.

Néanmoins les prescriptions alors commencées, pour lesquelles il faudrait, suivant ces lois, une durée immémoriale ou centenaire, seront accomplies sans égard à cette nécessité.

89. That articles 106 and 107 be struck out and the following inserted instead thereof :

**111c.** The action of tutors and teachers for instruction and also for board and lodging furnished by them ; that of workmen paid by wages, not reputed domestics, and whose engagement is for a year or more is prescribed by two years ; the action for hire of labour or for price of work either manual, professional or intellectual, and for the materials furnished, when the prescription is not otherwise provided for by this code, is prescribed by five years, whether the cause or the subject be commercial or not.

90. That after article 111c the following be inserted :

**111d.** Actions of damages for offences and quasi-offences are prescribed by two years, if there be no other provision applicable.

91. That article 113 be struck out and the following inserted instead thereof :

**113a.** After the renunciation or the interruption, except as to the prescription of ten years in favor of third parties, prescription commences to run for the same time as before, if there be no novation, saving the rule contained in the following article.

92. That articles 116 and 117 be struck out and an article inserted instead thereof, declaring prescriptions absolute, as a general rule.

93. That article 119b be struck out and the following inserted instead thereof :

**119c.** Actual possession of a corporeal moveable, as proprietor, creates a presumption of lawful title. Any party claiming such moveable must prove, besides his own right, the defects in the possession or in the title of the possessor who claims prescription, or who, under the provisions of the present article, is exempt from doing so.

Prescription of corporeal moveables takes place after the lapse of three years, reckoning from the loss of possession, in favor of possessors in good faith, even when the loss of possession has been occasioned by theft.

This prescription is not, however, necessary to prevent revindication, if the thing have been bought in good faith in a fair or market, or at a public sale, or from a trader dealing in similar articles, nor in commercial matters generally ; saving the exception contained in the following paragraph.

Nevertheless, so long as prescription has not been acquired, the thing lost or stolen may be revindicated, although it have been bought in good faith in the cases of the preceding paragraph ; but the revindication in such cases can only take place upon reimbursing the purchaser for the price which he has paid. If the thing have been sold under the authority of law, it cannot, in any case, be revindicated.

The stealer or other violent or clandestine possessor of a thing, and his successors by general title, are debarred from prescribing by articles 16 and 17 of this title.

94. That after article 121 the following be inserted :

#### SECTION IV.

##### TRANSITORY PROVISIONS.

**122a.** Prescriptions begun before the promulgation of this code, must be governed by the former laws.

Nevertheless prescriptions then begun, for which, according to these laws, an immemorial duration or one of a hundred years is required, shall be acquired without respect to such necessity.

## TITRE CINQUIEME.

## DE LA VENTE.

RÉSOLU :—

95. Que l'article 1 soit retranché et remplacé par le suivant :

**1.** La vente est un contrat par lequel une personne donne une chose à une autre, moyennant un prix en argent que la dernière s'oblige de payer.

Elle est parfaite par le seul consentement des parties, quoique la chose ne soit pas encore livrée ; sujette néanmoins aux dispositions contenues en l'article 46 du titre *Des Obligations* et aux règles spéciales concernant la cession des vaisseaux enregistrés.

96. Que l'article 13 soit retranché et remplacé par le suivant :

**13.** La vente de la chose qui n'appartient pas au vendeur est nulle, sauf les exceptions contenues dans les trois articles qui suivent. L'acheteur peut recouvrer des dommages-intérêts du vendeur, s'il ignorait que la chose n'appartenait pas à ce dernier.

97. Qu'après l'article 13 le suivant soit inséré :

**13a.** La vente est valide s'il s'agit d'une affaire commerciale, ou si le vendeur devient ensuite propriétaire de la chose.

98. Que l'article 16 soit retranché et remplacé par le suivant :

**16.** L'obligation de délivrer est remplie de la part du vendeur, lorsqu'il met l'acheteur en possession actuelle de la chose, ou consent qu'il en prenne possession, tous obstacles en étant écartés.

99. Que l'article 17 soit retranché.

100. Que les articles 25, 26 et 27 soient retranchés et remplacés par les trois articles suivants :

**25.** Si un immeuble est vendu avec indication de sa contenance superficielle, quels qu'en soient les termes, soit à tant la mesure, ou moyennant un seul prix pour le tout, le vendeur est obligé de délivrer toute la quantité spécifiée au contrat ; si cette délivrance n'est pas possible, l'acheteur peut obtenir une diminution du prix, suivant la valeur de la quantité qui n'est pas délivrée.

Si la contenance superficielle excède la quantité spécifiée, l'acheteur doit payer pour tel excédant ; ou il peut, à son choix, le remettre au vendeur.

**26.** Dans l'un et l'autre des cas exprimés dans l'article qui précède, si le déficit ou l'excédant de quantité est si considérable eu égard à la quantité spécifiée, qu'il y ait à présumer que l'acheteur n'aurait pas acheté s'il l'avait su, il peut se désister de la vente et recouvrer du vendeur le prix, s'il a été payé, et les frais du contrat, sans préjudice dans tous les cas à son recours en dommages-intérêts.

**27.** Les règles contenues dans les deux derniers articles ne s'appliquent pas lorsqu'il est évident, par la description de l'héritage et les termes du contrat, que la vente est faite d'une chose certaine et déterminée, sans égard à la contenance, soit que cette contenance soit mentionnée ou non.

101. Que l'article 42 soit retranché et remplacé par le suivant :

**42.** Si l'héritage vendu se trouve grevé, sans qu'il en ait été fait déclaration, de servitudes non apparentes, et qu'elles soient de telle importance qu'il y ait lieu de présumer que l'acheteur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander l'annulation de la vente ou une indemnité à son choix, et dans l'un et l'autre cas, il peut intenter son action aussitôt qu'il est informé de l'existence de la servitude.

## TITLE FIFTH.

## OF SALE.

## RESOLVED :—

95. That article 1 be struck out and the following inserted instead thereof:

**1.** A sale is a contract by which one party gives a thing to the other for a price in money which the latter obliges himself to pay for it.

It is perfected by the consent alone of the parties, although the thing sold be not then delivered; subject nevertheless to the provisions contained in article 46 of the title *Of Obligations* and the special rules concerning the transfer of registered ships.

96. That article 13 be struck out and the following inserted instead thereof.

**13.** The sale of a thing which does not belong to the seller is null, subject to the exceptions declared in the three next following articles. The buyer may recover damages of the seller, if he were ignorant that the thing did not belong to the latter.

97. That after article 13, the following be inserted :

**13a.** The sale is valid if it be a commercial matter, or if the seller afterwards become owner of the thing.

98. That article 16 be struck out and the following inserted instead thereof:

**16.** The obligation of the seller to deliver is satisfied when he puts the buyer in actual possession of the thing, or consents to such possession being taken by him, and all hindrances thereto are removed.

99. That article 17 be struck out.

100. That articles 25, 26 and 27 be struck out and the three following articles inserted instead thereof:

**25.** If an immovable be sold with a statement, in whatever terms expressed, of its superficial contents, either at a certain rate by measurement, or at a single price for the whole, the seller is obliged to deliver the whole quantity specified in the contract; if such delivery be not possible, the buyer may obtain a diminution of the price according to the value of the quantity not delivered.

If the superficial contents exceed the quantity specified, the buyer must pay for such excess of quantity, or he may at his option give it back to the seller.

**26.** In either of the cases stated in the last preceding article, if the deficiency or excess of quantity be so great, in comparison with the quantity specified, that it may be presumed the buyer would not have bought if he had known it, he may abandon the sale and recover from the seller the price, if paid, and the expenses of the contract, without prejudice in any case to his claim for damages.

**27.** The rules contained in the last two preceding articles do not apply, when it clearly appears from the description of the immovable and the terms of the contract that the sale is of a certain determinate thing, without regard to its quantity by measurement, whether such quantity be mentioned or not.

101. That article 42 be struck out and the following inserted instead thereof:

**42.** If the property sold be charged with a servitude not apparent and not declared, of such importance that it may be presumed the buyer would not have bought, if he had been informed of it, he may vacate the sale or claim indemnity, at his option, and in either case may bring his action so soon as he is informed of the existence of the servitude.

102. Que les articles 58, 58a, 59 et 60 soient retranchés et remplacés par les trois suivants :

Le vendeur d'un immeuble ne peut demander la résolution de la vente, faute par l'acheteur d'en payer le prix, à moins d'une stipulation spéciale à cet effet.

La stipulation et le droit de résolution d'une vente d'immeuble faute de paiement du prix, sont sujets aux règles concernant le droit de réméré énoncées dans les articles 63a, 64a, 64b, 64c, 64d, et 65 de ce titre.

Ce droit ne peut, en aucun cas, être exercé après l'expiration de dix ans à compter du temps de la vente.

Le jugement de résolution de la vente faute de paiement du prix est prononcé de suite, sans accorder aucun délai ultérieur pour le paiement ; néanmoins l'acheteur peut payer le prix avec les intérêts et les frais de poursuite en tout temps avant que le jugement soit prononcé.

103. Qu'après l'article 60c le suivant soit inséré comme déclarant la loi sur un point douteux :

**60d.** La demande du prix par une action ou autre procédé judiciaire ne prive pas le vendeur de son droit d'obtenir la résolution de la vente faute de paiement.

104. Que l'article 61 soit retranché et remplacé par le suivant :

**61.** Dans la vente de choses mobilières, l'acheteur est tenu de les enlever au temps et au lieu où elles sont livrables. Si le prix n'en a pas été payé, la résolution de la vente a lieu de plein droit en faveur du vendeur, sans qu'il soit besoin d'une poursuite, après l'expiration du terme convenu pour l'enlèvement, et s'il n'y a pas de stipulation à cet égard, après que l'acheteur a été mis en demeure, en la manière portée au titre *Des Obligations* ; sans préjudice au droit du vendeur de réclamer les dommages-intérêts.

105. Que l'article 62 soit retranché et remplacé par le suivant :

**62.** Outre les causes de résolution et d'annulation ci-dessus énoncées dans ce titre, et celles qui sont communes aux contrats, le contrat de vente peut être résolu par l'exercice de la faculté de réméré.

106. Que l'article 64 soit retranché et remplacé par les quatre suivants :

**64a.** La faculté de réméré ne peut être stipulée pour un terme excédant dix ans. Si elle est stipulée pour un plus long terme, elle est réduite à dix ans.

**64b.** Le terme stipulé est de rigueur. Il ne peut être prolongé par le tribunal.

**64c.** Faute par le vendeur d'avoir exercé son action de réméré dans le terme prescrit, l'acheteur demeure propriétaire irrévocable de la chose vendue.

**64d.** Le délai court contre toutes personnes, même contre les mineurs et autres déclarés incapables par la loi, sauf tel recours auquel ils peuvent avoir droit.

107. Que l'article 87 soit retranché et remplacé par le suivant :

**87.** La vente des créances et droits d'action contre des tiers est parfaite entre le vendeur et l'acheteur, par l'exécution du titre, s'il est authentique, ou sa remise, s'il est sous seing privé.

108. Que l'article 96 soit retranché et remplacé par le suivant :

**96.** Celui qui vend quelque droit successif sans spécifier en détail les biens dont il se compose, n'est tenu de garantir que sa qualité d'héritier.

102. That articles 58, 58a, 59 and 60 be struck out and the three following inserted instead thereof :

The seller of an immoveable cannot demand the dissolution of the sale by reason of the failure of the buyer to pay the price, unless there be a special stipulation to that effect.

The stipulation and right of dissolution of the sale of an immoveable, by reason of non-payment of the price, are subject to the rules relating to the right of redemption contained in articles 63a, 64a, 64b, 64c, 64d and 65 of this title.

This right can in no case be exercised after the expiration of ten years from the time of sale.

The judgment of dissolution by reason of non-payment of the price is pronounced at once, without any delay being granted by it for the payment of the price ; nevertheless the buyer may pay the price with interest and costs of suit at any time before the rendering of the judgment.

103. That after article 60c the following be inserted as declaring the law on a doubtful point :

**60d.** A demand of the price by action or other legal proceeding does not deprive the seller of his right to obtain the dissolution of the sale by reason of non-payment.

104. That article 61 be struck out and the following inserted instead thereof :

**61.** In the sale of moveable things the buyer is obliged to take them away at the time and place at which they are deliverable. If the price have not been paid, the dissolution of the sale takes place, in favor of the seller, of right and without the intervention of a suit, after the expiration of the delay agreed upon for taking them away, or if there be no such agreement, after the buyer has been put in default in the manner provided in the title *Of Obligations* ; without prejudice to the seller's claim for damages.

105. That article 62 be struck out and the following inserted instead thereof ;

**62.** Besides the causes of dissolution and of nullity already declared in this title, and those which are common to contracts, the contract of sale may be dissolved by the exercise of the right of redemption.

106. That article 64 be struck out and the four following inserted instead thereof :

**64a.** The right of redemption cannot be stipulated for a term exceeding ten years.

If it be stipulated for a longer term, it is reduced to the term of ten years.

**64b.** The stipulated term is to be strictly observed. It cannot be extended by the court.

**64c.** If the seller fail to bring a suit for the enforcement of his right of redemption within the stipulated term, the buyer remains absolute owner of the thing sold.

**64d.** The term runs against all persons, including minors and those otherwise incapable in law, reserving to the latter such recourse as they may be entitled to.

107. That article 87 be struck out and the following inserted instead thereof :

**87.** The sale of debts and rights of action against third persons, is perfected between the seller and buyer by the completion of the title, if authentic, or the delivery of it, if under private signature.

108. That article 96 be struck out and the following inserted instead thereof :

**96.** He who sells a right of succession without specifying in detail the property of which it consists is bound by law to warrant only his right as heir.

## TITRE SEPTIEME.

## DU LOUAGE.

RÉSOLU :—

109. Que l'article 7 soit retranché et remplacé par le suivant :

**7.** Ceux qui occupent des héritages par simple tolérance du propriétaire, sans bail, sont réputés locataires et tenus de payer la valeur annuelle de tels héritages.

Cette occupation est considérée comme un bail annuel expirant au premier jour de mai de chaque année, si la propriété est une maison, et au premier jour d'octobre si c'est une métairie ou fonds rural.

Elle est sujette à la tacite reconduction et à toutes les règles concernant les baux.

Ceux qui occupent à ce titre sont passibles d'expulsion, faute de paiement du loyer pour un terme excédant trois mois, et pour toute autre cause pour laquelle le bail peut être résilié.

110. Que l'article 47 soit retranché et remplacé par le suivant :

**47.** Si le bail est fait pour deux années ou plus, le locataire ne peut demander aucune diminution du loyer dans le cas de l'article qui précède.

111. Que l'article 55a soit retranché et remplacé par le suivant :

**55a.** Le locateur ne peut mettre fin au bail dans le but d'occuper lui-même les lieux loués, à moins que ce droit n'ait été expressément stipulé ; et dans ce cas le locateur doit donner congé au locataire suivant les règles contenues en l'article 52 et dans les articles auxquels cet article renvoie ; à moins qu'il n'en soit autrement convenu.

112. Que l'article 56 soit retranché et remplacé par le suivant :

**56.** Le locataire ne peut, à raison de l'aliénation de la chose louée, être expulsé avant l'expiration du bail, par une personne qui devient propriétaire de la chose louée en vertu d'un titre consenti par le locateur, à moins que le bail ne contienne une stipulation spéciale à cet effet et ne soit enregistré.

En ce cas avis doit être donné au locataire suivant les règles contenues en l'article 52 et dans les articles auquel il renvoie, à moins d'une stipulation contraire.

113. Que l'article 58 soit retranché et remplacé par le suivant :

**58.** Le locataire, qui est expulsé en vertu d'une stipulation à cet effet n'a pas droit de recouvrer des dommages-intérêts, à moins que ce droit n'ait été expressément réservé dans le bail.

114. Que l'article 60 soit retranché.

115. Qu'après l'article 76a le suivant soit inséré :

**77.** Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur se charge de construire à forfait un édifice ou autre ouvrage par marché suivant plan et devis, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de changement dans les plans et devis, ni sous celui d'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, à moins que ces changements ou augmentations ne soient autorisés par écrit, et le prix arrêté avec le propriétaire.

## TITRE PREMIER.

## DES SUCCESSIONS.

RÉSOLU :—

116. Que l'article 5 soit retranché et remplacé par le suivant :

**5a.** La loi ne considère ni l'origine, ni la nature des biens pour en régler la succession. Tous ensemble ils ne forment

## TITLE SEVENTH.

## OF LEASE AND HIRE.

RESOLVED :—

109. That article 7 be struck out and the following inserted instead thereof:

**7.** Persons holding real property by sufferance of the owner, without lease, are held to be lessees, and bound to pay the annual value of the property.

Such holding is regarded as an annual lease or hire terminating on the first day of May of each year, if the property be a house, and on the first day of October, if it be a farm or rural estate.

It is subject to tacit renewal and to all the rules of law applicable to leases.

Persons so holding are liable to ejectment for non-payment of rent for a period exceeding three months, and for any other causes for which a lease may be rescinded.

110. That article 47 be struck out and the following inserted instead thereof:

**47.** If the lease be for a term of two or more years, the lessee is not entitled to claim any reduction of rent in the case stated in the last preceding article.

111. That article 55a be struck out and the following inserted instead thereof:

**55a.** The lessor cannot put an end to the lease, for the purpose of occupying himself the premises leased, unless the right to do so has been expressly stipulated, and in such case the lessor must give notice to the lessee according to the rules contained in article 52 and the articles therein referred to; unless it be otherwise stipulated.

112. That article 56 be struck out and the following inserted instead thereof:

**56.** The lessee cannot, by reason of the alienation of the thing leased, be expelled before the expiration of the lease, by a person who becomes owner of the thing leased under a title derived from the lessor; unless the lease contain a special stipulation to that effect and be registered.

In such case notice must be given to the lessee according to the rules contained in article 52 and the articles therein referred to; unless it be otherwise specially agreed.

113. That article 58 be struck out and the following inserted instead thereof:

**58.** The lessee who is expelled under a stipulation to that effect is not entitled to recover damages, unless the right to do so be expressly reserved in the lease.

114. That article 60 be struck out.

115. That after article 76a the following be inserted:

**77.** When an architect or builder undertakes the construction of a building or other works by contract, upon a plan and specifications, at a fixed price, he cannot claim any additional sum upon the ground of a change from the plan and specifications, or of an increase in the labor and materials, unless such change or increase be authorized in writing, and the price of them be agreed upon with the proprietor.

## TITLE FIRST.

## OF SUCCESSIONS.

RESOLVED :—

116. That article 5 be struck out and the following inserted instead thereof:

**5a.** The law, in regulating a succession, considers neither the origin nor the nature of the property composing it.

qu'une seule et unique hérédité qui se transmet et se partage d'après les mêmes règles, ou suivant qu'en a ordonné le propriétaire, dont les pouvoirs à cette fin sont sans limitation ni réserve.

117. Que les articles 31, 32, 33, 33bis, 34, 35, 36, 37, 38 et 39 soient retranchés et remplacés par les cinq articles suivants :

**39a.** Si quelqu'un décédé sans postérité, laisse son père et sa mère et aussi des frères ou sœurs, ou des neveux ou nièces au premier degré, la succession se divise en deux portions égales dont l'une est déferée au père et à la mère qui la partagent également entre eux, et l'autre aux frères et sœurs, ou neveux et nièces du défunt, d'après les règles prescrites en la section suivante.

**39b.** Au cas de l'article précédent, si le père ou la mère est prédécédé, la portion qui lui aurait été déferée accroît au survivant.

**39c.** Si le défunt n'a laissé ni postérité, ni frères ni sœurs, ni neveux ni nièces au premier degré, ni père ni mère, mais seulement d'autres ascendants, ces derniers lui succèdent à l'exclusion de tous autres collatéraux.

**39d.** Au cas de l'article précédent, la succession est divisée par moitié entre les ascendants de la ligne paternelle et entre ceux de la ligne maternelle.

L'ascendant qui se trouve au degré le plus proche recueille la moitié affectée à sa ligne à l'exclusion de tous autres.

Les ascendants au même degré succèdent par têtes dans la même ligne.

**39e.** Les ascendants succèdent, à l'exclusion de tous autres aux biens par eux donnés à leurs enfants ou autres descendants décédés sans postérité, lorsque les objets donnés se trouvent en nature dans la succession ; et s'ils ont été aliénés, les ascendants en recueillent le prix, s'il en est encore dû.

Ils succèdent aussi à l'action en reprise qui pouvait appartenir au donataire sur les biens ainsi donnés.

118. Que les articles 40, 41, 42, 43 et 44 soient retranchés et remplacés par les cinq articles suivants :

**41a.** Si le père et la mère de la personne décédée sans postérité ou l'un d'eux lui ont survécu, ses frères et sœurs ainsi que ses neveux ou nièces au premier degré, ont droit à la moitié de sa succession.

**41b.** Si le père et la mère sont tous deux prédécédés, les frères, sœurs et neveux au premier degré du défunt, lui succèdent à l'exclusion des ascendants et des autres collatéraux.

Ils succèdent ou de leur chef ou par représentation, ainsi qu'il a été réglé en la section deuxième du présent chapitre.

**41c.** Le partage de la moitié ou de la totalité de la succession dévolue aux frères, sœurs, neveux ou nièces, aux termes des deux articles précédents, s'opère entre eux par égales portions s'il sont tous du même lit ; s'ils sont de lits différents, la division se fait par moitié entre les deux lignes paternelle et maternelle du défunt, les germains prenant part dans les deux lignes, les utérins ou consanguins chacun dans leur ligne seulement. S'il n'y a de frères ou sœurs, neveux ou nièces, que d'un côté, ils succèdent à la totalité, à l'exclusion de tous autres parents de l'autre ligne.

**41d.** Si le défunt, mort sans postérité, sans père ni mère, sans frères, sœurs, ni neveux ou nièces au premier degré, laisse des ascendants dans une des lignes seulement, le plus proche de ces ascendants prend la moitié de la succession, dont l'autre moitié est dévolue au plus proche parent collatéral de l'autre ligne.

Si dans le même cas il ne reste aucun ascendant, la succession entière se divise en deux parts égales dont l'une est dévolue au plus proche parent collatéral de la ligne paternelle et l'autre au plus proche parent de la ligne maternelle.

The whole forms but one inheritance which is transmitted and divided according to uniform rules, or the dispositions made by the proprietor, whose powers to that effect are free from limitation or reservation.

117. That articles 31, 32, 33, 33*bis*, 34, 35, 36, 37, 38 and 39 be struck out and the five following articles inserted instead thereof :

**39a.** If a person dying without issue, leave his father and mother and also brothers or sisters, or nephews or nieces in the first degree, the succession is divided into two equal portions, one of which devolves to the father and mother, who share it equally, and the other to the brothers and sisters, nephews and nieces of the deceased, according to the rules laid down in the following section.

**39b.** If, in the case of the preceding article, the father or mother had previously died, the share he or she would have received accrues to the survivor of them.

**39c.** If the deceased leave no issue nor brothers nor sisters, nephews nor nieces in the first degree, nor father nor mother, but only other ascendants, the latter succeed to him to the exclusion of all other collaterals.

**39d.** In the case of the preceding article the succession is divided equally between the ascendants of the paternal line and those of the maternal line.

The ascendant nearest in degree takes the half accruing to his line to the exclusion of all others.

Ascendants in the same degree inherit by heads in their line.

**39e.** Ascendants inherit, to the exclusion of all others, property given by them to their children or other descendants who die without issue, where the objects given are still in kind in the succession, and if they have been alienated, the price, if still due, accrues to such ascendants.

They also inherit the right which the donee may have had of resuming the property thus given.

118. That articles 40, 41, 42, 43 and 44 be struck out and the five following articles inserted instead thereof :

**41a.** If the father and mother of a person dying without issue, or one of them, have survived him, his brothers and sisters, as well as his nephews and nieces in the first degree, are entitled to one half of the succession.

**41b.** If both father and mother have previously died, the brothers, sisters, and nephews and nieces in the first degree, of the deceased succeed to him, to the exclusion of the ascendants and the other collaterals. They succeed either in their own right or by representation, as provided in the second section of this chapter.

**41c.** The division of the half or of the whole of the succession coming to the brothers, sisters, nephews or nieces, according to the terms of the two preceding articles, is effected in equal portions amongst them, if they be all born of the same marriage; if they be the issue of different marriages, an equal division is made between the two lines paternal and maternal of the deceased, those of the whole blood sharing in each line, and those of the half blood sharing each in his own line only. If there be brothers and sisters, nephews and nieces on one side only, they inherit the whole of the succession to the exclusion of all the relations of the other line.

**41d.** If the deceased, having left no issue, nor father nor mother, nor brothers, nor sisters, nor nephews nor nieces in the first degree, leave ascendants in one line only, the nearest of such ascendants takes one half of the succession, the other half of which devolves to the nearest collateral relation of the other line.

If, in the same case, there be no ascendant, the whole succession is divided into two equal portions, one of which devolves to the nearest collateral relation of the paternal line, and the other to the nearest of the maternal line.

Entre collatéraux, sauf le cas de la représentation, le plus proche exclut tous les autres ; ceux qui sont au même degré partagent par tête.

**44f.** Les parents au-delà du douzième degré ne succèdent pas.

A défaut de parents au degré successible dans une ligne, les parents de l'autre ligne succèdent pour le tout.

119. Que l'article 59 soit retranché et remplacé par le suivant :

**59a.** Si ces héritiers ne sont pas d'accord pour accepter ou pour répudier la succession, elle est censée acceptée sous bénéfice d'inventaire.

120. Qu'après l'article 69a le suivant soit inséré :

**69b.** La sentence accordant la demande doit être enregistrée dans le bureau d'enregistrement du lieu de l'ouverture de la succession.

121. Que l'article 89 soit retranché et remplacé par le suivant :

**89a.** En ligne collatérale, de même qu'en ligne directe, l'héritier qui accepte sous bénéfice d'inventaire n'est pas exclu par celui qui offre de se porter héritier pur et simple.

122. Que les articles 115a et 115b soient retranchés et remplacés par le suivant :

**115c.** Tout héritier, même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à ses cohéritiers tout ce qu'il a reçu du défunt par donation entrevifs, directement ou indirectement ; il ne peut retenir les dons, ni réclamer les legs à lui faits par le défunt, à moins que les dons et legs ne lui aient été faits expressément par préciput et hors part, ou avec dispense de rapport.

123. Qu'après l'article 116, le suivant soit inséré :

**117.** Le donataire qui n'était pas héritier présomptif lors de la donation, mais qui se trouve successible au jour de l'ouverture de la succession, doit le rapport, à moins que le donateur ne l'en ait dispensé.

124. Que l'article 130 soit retranché et remplacé par le suivant :

**130a.** En fait d'immeubles le donataire ou légataire peut, à son choix, les rapporter dans tous les cas en nature ou en moins prenant d'après estimation.

125. Que l'article 133 soit retranché et remplacé par le suivant :

**133a.** Lorsque le rapport se fait en nature, si l'immeuble rapporté a été affecté d'hypothèques ou charges, les copartageants ont droit à ce que le donataire ou le légataire les fasse disparaître ; s'il ne le fait, il ne peut rapporter qu'en moins prenant :

Les parties peuvent cependant convenir que le rapport aura lieu en nature ; ce qui se fait sans préjudice aux créanciers hypothécaires, dont la créance est chargée au rapportant dans le partage de la succession.

126. Que l'article 153 soit retranché et remplacé par le suivant :

**153a.** Les partages peuvent être rescindés pour les mêmes causes que les autres contrats.

La rescision pour lésion n'y a lieu qu'à l'égard des mineurs, d'après les règles portées au titre *Des Obligations*.

La simple omission d'un objet de la succession ne donne pas ouverture à l'action de rescision, mais seulement à un supplément à l'acte de partage.

Amongst collaterals, saving the case of representation, the nearest excludes all the others; those who are in the same degree partake by heads.

**44f.** Relations beyond the twelfth degree do not inherit.

In default of relations within the heritable degree in one line, the relations of the other line inherit the whole.

119. That article 59 be struck out and the following inserted instead thereof :

**59a.** If such heirs do not agree to accept or to reject the succession, it is held to be accepted under benefit of inventory.

120. That after article 69a the following be inserted.

**69b.** The judgment granting the petition must be registered in the registry office of the division in which the succession opened.

121. That article 89 be struck out and the following inserted instead thereof :

**89a.** In the collateral as well as in the direct line, the heir who accepts under benefit of inventory is not excluded by the one who offers to accept unconditionally.

122. That articles 115a and 115b be struck out and the following inserted instead thereof :

**115c.** Every heir, even the beneficiary heir, coming to a succession, must bring back to his coheirs all that he has received from the deceased by gift *inter vivos*, directly or indirectly; he cannot retain the gifts made nor claim the legacies bequeathed by the deceased, unless such gifts and legacies have been given him expressly by preference and beyond his share, or with an exemption from bringing back.

123. That after article 116, the following be inserted :

**117.** A donee who at the time of the gift was not an heir, but who at the time of the opening of the succession is entitled to succeed, is bound to bring back the gift, unless the testator have exempted him from doing so.

124. That article 130 be struck out and the following inserted instead thereof :

**130a.** As to immoveables, the donee or legatee may at his option bring them back in all cases, either in kind or by taking less according to valuation.

125. That article 133 be struck out and the following inserted instead thereof :

**133a.** When the return is made in kind, if the immovable brought back be hypothecated or encumbered, the copartitioners may require the donee or legatee to clear it from such hypothec or incumbrance; if he fail to do so, he can only bring back by taking less.

The parties may however agree that the return shall be made in kind; this is effected without prejudice to the claims of the hypothecary creditors, which are charged in the partition of the succession to the party making the return.

126. That article 153 be struck out and the following inserted instead thereof :

**153a.** Partitions may be rescinded for the same causes as other contracts.

Rescission on the ground of lesion takes place in the case of minors only, according to the rules declared in the title *Of Obligations*.

The mere omission of an object belonging to the succession does not give rise to the action of rescission, but only gives a right to a supplement of the act of partition.

## TITRE DEUXIEME.

## DES DONATIONS ENTREVIFS ET TESTAMENTAIRES.

RÉSOLU :---

127. Que l'article 5 soit retranché et remplacé par le suivant :

**5a.** Toute donation faite pour n'avoir effet qu'à cause de mort, qui n'est pas valide comme testament ou comme permise en un contrat de mariage, est nulle.

128. Que l'article 11 soit retranché et remplacé par le suivant :

**11a.** Les prohibitions et restrictions des donations et avantages par un futur conjoint dans le cas de secondes noces n'auront plus lieu dans les mariages qui seront contractés après la promulgation de ce code.

La donation de part d'enfant, lorsqu'elle sera faite comme telle, continuera de se régler conformément aux anciennes lois.

129. Que l'article 14 soit retranché et remplacé par le suivant :

**14a.** Les mineurs devenus majeurs, et autres qui ont été sous puissance d'autrui, ne peuvent donner entrevifs à leurs anciens tuteurs ou curateurs pendant que leur administration se continue de fait et jusqu'à ce qu'ils aient rendu compte ; ils peuvent cependant donner à leurs propres ascendants qui ont exercé ces charges, remariés ou non.

130. Que l'article 15 soit retranché et remplacé par le suivant :

**15b.** Les donations entrevifs faites par le donateur à celui ou à celle avec qui il a vécu en concubinage, et à ses enfants incestueux ou adultérins, sont limitées à des aliments.

Cette prohibition ne s'applique pas aux donations faites par contrat de mariage intervenu entre les concubinaires.

Les autres enfants illégitimes peuvent recevoir des donations entrevifs comme toutes autres personnes.

131. Que l'article 16 soit retranché et remplacé par le suivant :

**16b.** Les donations entrevifs faites à l'avenir par un donateur au prêtre ou ministre du culte qui exerce auprès de lui la direction spirituelle, aux médecins ou autres qui le soignent en vue de guérison, ou aux avocats et procureurs qui ont pour lui des procès, ne pourront être mises de côté par la seule présomption de la loi, comme entachées de suggestion et de défaut de consentement. Les présomptions, dans ces cas, s'établissent par les faits comme dans tous autres.

132. Que les articles 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 soient retranchés et remplacés par le suivant :

**22b.** Dans les successions qui s'ouvriront à l'avenir, les enfants ne pourront plus réclamer la portion légitimaire à cause des donations entrevifs telle qu'à eux attribuée par les anciennes lois.

133. Que l'article 31 soit retranché et remplacé par le suivant :

**31a.** Il est de l'essence de la donation faite pour avoir effet entrevifs, que le donateur se dessaisisse actuellement de son droit de propriété à la chose donnée.

Le consentement des parties suffit comme dans la vente sans qu'il soit besoin de tradition.

Le donateur peut se réserver l'usufruit ou la possession précaire, et aussi céder l'usufruit à l'un et la nue propriété à l'autre, pourvu qu'il se dessaisisse de son droit à la propriété.

La chose donnée peut être réclamée, comme dans le contrat de vente, contre le donateur qui la retient, et le donataire peut

## TITLE SECOND.

OF GIFTS *INTER VIVOS* AND BY WILL.

## RESOLVED :---

127. That article 5 be struck out and the following inserted instead thereof :

**5a.** Every gift made so as to take effect only after death, which is not valid as a will, or as permitted in a contract of marriage, is void.

128. That article 11 be struck out and the following inserted instead thereof :

**11a.** The prohibitions and restrictions applicable to gifts and benefits bestowed by future consorts in case of second marriages no longer exist in marriages contracted since the promulgation of this code.

Gifts of a child's share, when made as such, shall continue to be regulated in conformity with the ancient laws.

129. That article 14 be struck out and the following inserted instead thereof :

**14a.** Minors become of age, and persons who have been under the control of others, cannot give *inter vivos* to their former tutors or curators, so long as their administration actually continues and they have not rendered their account ; they may however give to their own ascendants who have exercised these offices, whether they have remarried or not.

130. That article 15 be struck out and the following inserted instead thereof :

**15b.** Gifts *inter vivos* made in favor of the person with whom the donor has lived in concubinage, or of the incestuous or adulterine children of such donor, are limited to maintenance.

This restriction does not apply to gifts made in a contract of marriage entered into between the concubinaries.

Other illegitimate children may receive by gift *inter vivos* like all other persons.

131. That article 16 be struck out and the following inserted instead thereof :

**16b.** Gifts *inter vivos* made hereafter in favor of the priests or ministers of religion having the spiritual direction of the donor, of the physicians and others attending him with the view of restoring his health, or of the advocates and attorneys engaged in lawsuits in his behalf, shall not be set aside by mere presumption of law, as defective by reason of undue influence or want of consent. The presumption in this case, as in all others, must be established by facts.

132. That articles 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 and 29 be struck out and the following inserted instead thereof :

**22b.** In successions devolving hereafter, the children shall no longer claim, in consequence of gifts *inter vivos*, the legal portion allowed them by the ancient laws.

133. That article 31 be struck out and the following inserted instead thereof :

**31a.** It is essential to gifts intended to take effect *inter vivos*, that the donor should actually divest himself of his ownership in the thing given.

The consent of the parties is sufficient, as in sale, without the necessity of delivery.

The donor may reserve to himself the usufruct or other precarious possession, or he may pass the usufruct to one person, and give the naked ownership to another, provided he divest himself of his right to the ownership.

The thing given may be claimed, as in the case of sale, from the donor who withholds it, and the donee may demand the

demander que s'il ne l'obtient pas la donation soit résolue, sans préjudice aux dommages-intérêts dans les cas où ils sont exigibles.

Si sans réserve d'usufruit ou de précaire le donateur reste en possession sans réclamation jusqu'à son décès, la revendication pourra avoir lieu contre l'héritier dans les successions qui s'ouvriront à l'avenir, pourvu que l'acte ait été enregistré du vivant du donateur.

La donation d'une rente créée par l'acte de donation, ou d'une somme d'argent ou autre chose non déterminée que le donateur promet payer ou livrer, dessaisit le donateur en ce sens qu'il devient débiteur du donataire.

134. Que l'article 34 soit retranché et remplacé par le suivant :

**34a.** L'on peut donner tous les biens et la donation est alors universelle ; ou l'universalité des biens meubles ou des immeubles, des biens de la communauté matrimoniale, ou autre universalité, ou une quote-part de ces sortes de biens, et la donation dans ces cas est à titre universel ; ou bien la donation est limitée à des choses désignées particulièrement et elle est alors à titre particulier.

135. Que l'article 39 soit retranché et remplacé par le suivant :

**39a.** Il n'est pas nécessaire, à moins d'une loi spéciale, que l'acte de donation soit accompagné d'un état des choses mobilières données ; c'est au donataire à faire preuve légale de l'espèce et quantité désignée.

136. Que l'article 40c soit retranché et remplacé par le suivant :

**40d.** Il n'est pas nécessaire que l'acceptation d'une donation soit en termes exprès. Elle peut s'inférer de l'acte ou des circonstances. La présence du donataire à l'acte et sa signature sont au nombre de celles qui peuvent la faire inférer.

L'acceptation se présume en un contrat de mariage tant à l'égard des époux que des enfants à naître. Dans la donation de biens meubles, elle se présume aussi de la délivrance.

137. Que l'article 40i soit retranché et remplacé par le suivant :

**40j.** Le mineur et l'interdit ne sont pas restituables contre l'acceptation ou la répudiation en leur nom par une personne capable d'accepter, s'il y a eu autorisation préalable du juge sur avis du conseil de famille. Accompagnée de ces formalités, l'acceptation a le même effet que si elle était faite par un majeur usant de ses droits.

138. Que l'article 45 soit retranché et remplacé par le suivant :

**45a.** La donation entrevifs des biens présents dépouille le donateur, au moyen de l'acceptation, de la propriété de la chose donnée, et transfère cette propriété au donataire, comme dans la vente, sans qu'il soit besoin d'autre tradition.

139. Que l'article 58 soit retranché et remplacé par le suivant :

**58a.** Les donations faites en ligne directe par contrat de mariage ne sont pas affectées faute d'enregistrement quant à ce qui excède les effets des lois générales d'enregistrement.

Toutes autres donations en contrat de mariage, même entre futurs époux, et même à cause de mort, et aussi toutes autres donations en ligne directe, demeurent sujettes à être enregistrées comme les donations en général.

140. Que l'article 63 soit retranché et remplacé par le suivant :

**63a.** Les donations entrevifs acceptées sont sujettes à révocation :

1. Pour cause d'ingratitude de la part du donataire ;

rescission of the gift in default of its being delivered, without prejudice to his damages in cases where he may claim them.

If without reservation of usufruct or of precarious possession, the thing given remain unclaimed in the hands of the donor until his death, it may be revendedicated from his heirs in successions opening hereafter, provided the deed shall have been registered during the lifetime of the donor.

The gift of an annuity created by the deed of such gift, or of a sum of money or other indeterminate thing which the donor promises to pay or to deliver, divests the donor in the sense that he becomes the debtor of the donee.

134. That article 34 be struck out and the following inserted instead thereof :

**34a.** A gift may consist of a person's whole property, and it is then universal ; or of the whole of the moveable or immovable property, of the whole of the property of the matrimonial community or of any other universality, or of an aliquot portion of such property, and is in such cases a gift by general title ; or it may be limited to things particularly described, and is then a gift by particular title.

135. That article 39 be struck out and the following inserted instead thereof :

**39a.** Unless some special law require it, a deed of gift need not be accompanied by a statement of the moveable property given ; the legal proof of its nature and quantity devolves upon the donee.

136. That article 40c be struck out and the following inserted instead thereof :

**40d.** The acceptance of a gift need not be in express terms. It may be inferred from the deed or from circumstances, amongst which may be counted the presence of the donee to the deed, and his signature.

This acceptance is presumed in a contract of marriage, as well with regard to the consorts as to the future children. In gifts of moveable property this presumption also results from the delivery.

137. That article 40i be struck out and the following inserted instead thereof :

**40j.** Minors and interdicted persons cannot be relieved from the acceptance or repudiation made in their name by a qualified person, if it have been previously authorized by a judge, upon the advice of a family council. With these formalities the acceptance is as effectual as if it were made by a person of age, in the full exercise of his rights.

138. That article 45 be struck out and the following inserted instead thereof :

**45a.** Gifts *inter vivos* of present property when they are accepted, divest the donor of and vest the donee with the ownership of the thing given, as in sale, without any other delivery being necessary.

139. That article 58 be struck out and the following inserted instead thereof :

**58a.** Gifts made in the direct line by contract of marriage, are not affected by want of registration further than they may be under the general registry laws.

All other gifts in contracts of marriage, even between future consorts, or in contemplation of death, and all other gifts in the direct line, remain subject to registration in the same manner as gifts in general.

140. That article 63 be struck out and the following inserted instead thereof :

**63a.** Gifts *inter vivos* accepted are liable to be revoked :

1: By reason of ingratitude on the part of the donee ;

2. Par l'effet de la condition résolutoire dans les cas où elle peut être valablement stipulée :

3. Pour les autres causes de droit qui peuvent faire annuler les contrats, à moins d'une exception particulière applicable.

141. Que l'article 64 soit retranché.

142. Que l'article 65 soit retranché et remplacé par le suivant :

**65a.** Dans les donations qui seront faites à l'avenir, la survenance d'enfants au donateur ne formera une condition résolutoire que moyennant la stipulation qui en sera faite.

143. Que l'article 69 soit retranché et remplacé par le suivant :

**69a.** La révocation des donations qui seront faites à l'avenir, n'aura lieu pour cause d'inexécution des obligations contractées par le donataire comme charge ou autrement, que si cette révocation est prévue et stipulée en l'acte, et elle sera réglée à tous égards comme la résolution de la vente faute de paiement du prix sans qu'il soit besoin de condamnation préliminaire contre le donataire pour l'accomplissement de ses obligations.

Les autres conditions résolutoires stipulées, lorsqu'elles peuvent l'être légalement, ont effet dans les donations comme dans les autres contrats.

144. Que l'article 84 soit retranché et remplacé par le suivant :

**84a.** Quant aux testaments qui seront faits après la promulgation de ce code, le mineur même âgé de vingt ans et plus, émancipé ou non, est incapable de tester d'aucune partie de ses biens.

145. Que l'article 94 soit retranché et remplacé par le suivant :

**94ter.** Le testament en forme notariée ou authentique est reçu devant deux notaires, ou devant un notaire et deux témoins, auxquels il est dicté et nommé par le testateur, qui, en leur présence et avec eux, signe le testament, ou déclare ne le pouvoir faire, après que lecture lui en a été faite par l'un des notaires en présence de l'autre, ou par le notaire en présence des témoins. Il est fait mention à l'acte de l'accomplissement des formalités.

Par les mots *dicté et nommé* l'on entend la déclaration verbale ou écrite des volontés du testateur transmise par lui ou de sa part au notaire chargé de la rédaction du testament, par lui mise dans la forme requise, lue et expliquée au testateur et par ce dernier reconnue conforme à ses volontés, en présence de l'autre notaire ou des témoins.

146. Que l'article 95bis soit retranché et remplacé par le suivant :

**95quater.** Le testament authentique doit être fait en minute.

Les témoins y doivent être nommés et désignés. Ils doivent être du sexe masculin, majeurs, non morts civilement, ni condamnés à une peine infamante. Les aubains pourront être témoins à l'avenir. Les clercs et serviteurs des notaires ne peuvent être témoins.

La date et le lieu doivent être mentionnés au testament.

147. Que l'article 98 soit retranché et remplacé par le suivant :

**98a.** Un testament ne peut-être reçu par des notaires parents ou alliés du testateur, ou entre eux, en ligne directe ou au degré de frère, oncle ou neveu. Rien n'empêche que les témoins ne soient parents ou alliés du testateur, ou entre eux ou avec le notaire.

148. Que l'article 99 soit retranché et remplacé par le suivant :

**99a.** Les legs faits aux notaires ou aux témoins, et à leurs parents et alliés jusqu'au degré de cousin germain inclusive-

2. By means of the resolute condition, in cases where it may be validly stipulated ;

3. For the other legitimate causes by which contracts may be annulled, unless some particular exception be applicable.

141. That article 64 be struck out.

142. That article 65 be struck out and the following inserted instead thereof :

**65a.** In gifts made hereafter, the subsequent birth of children to the donor will not constitute a resolute condition, unless it be so stipulated.

• 143. That article 69 be struck out and the following inserted instead thereof :

**69a.** Gifts made hereafter shall not be revoked by reason of the non-fulfilment of obligations entered into by the donee, as charges or otherwise, unless the revocation be stipulated and provided for in the deed ; and such revocation shall be subject in all respects to the same rules as the dissolution of sale in default of payment of the price, without the necessity of any preliminary condemnation obliging the donee to the fulfilment of his obligations.

The stipulation of all other resolute conditions when legally made has the same effect in gifts as in other contracts.

144. That article 84 be struck out and the following inserted instead thereof :

**84a.** As regards wills made after the promulgation of this code, minors aged twenty years and over, whether emancipated or not, are incapable of bequeathing any part of their property.

145. That article 94 be struck out and the following inserted instead thereof :

**94ter.** Wills in notarial or authentic form are received before two notaries or before a notary and two witnesses, to whom they are dictated by the testator, who in their presence and with them signs the will, or declares that he cannot do so, after it has been read to him by one of the notaries in presence of the other, or by the notary in presence of the witnesses. Mention is made in the will of the observance of the formalities.

The word *dictated* implies a verbal or written declaration of the testator's intentions, made known by him or on his behalf, to the notary who draws up the will, reduced to proper form by such notary, by him read over and explained to the testator, and by the latter acknowledged, before the other notary or the witnesses, to be in conformity with his intentions.

146. That article 95 *bis* be struck out and the following inserted instead thereof :

**95quater.** Authentic wills must be made as originals remaining with the notary.

The witnesses must be named and described in the will. They must be of the male sex, of full age, and must not be civilly dead nor sentenced to an infamous punishment. Aliens may hereafter serve as witnesses. The clerks and servants of the notaries cannot.

147. That article 98 be struck out and the following inserted instead thereof :

**98a.** A will cannot be executed before notaries who are related or allied to the testator or to each other, in the direct line, or in the degree of brothers, uncles, or nephews. The witnesses however may be related or allied to the testator, to the notary, or to one another.

148. That article 99 be struck out and the following inserted instead thereof :

**99a.** Legacies made in favor of the notaries or witnesses, or of their relations or connections, to the degree of cousins-

ment, sont nuls, mais ne rendent pas nulles les autres dispositions du testament.

L'exécuteur testamentaire qui n'est pas gratifié ni rémunéré par le testament y peut servir de témoin.

149. Que l'article 100 soit retranché et remplacé par le suivant :

**100b.** Le testament sous forme authentique ne peut être dicté par signes.

Le sourd-muet et toute personne qui ne peut tester de vive voix, s'ils sont suffisamment instruits, le peuvent au moyen d'instructions écrites de leur propre main, remises au notaire avant ou lors de la confection du testament en la manière ci-dessus établie.

Le sourd-muet et celui qui ne peut entendre la lecture du testament, doivent le lire eux-mêmes, et à haute voix quant à celui qui est sourd seulement.

La déclaration par écrit que l'acte contient la volonté du testateur et a été préparé d'après ses instructions, supplée à la même déclaration de vive voix lorsqu'elle est nécessaire.

Mention doit être faite de l'accomplissement de ces formalités exceptionnelles et de leur cause.

Si le sourd-muet ou autres, sont dans l'impossibilité de se prévaloir des dispositions du présent article, ils ne peuvent tester sous la forme authentique.

150. Que l'article 101 soit retranché et remplacé par le suivant :

**101b.** Des dispositions additionnelles et particulières existent quant au district de Gaspé, pour y obvier au manque de notaires dans la réception des testaments comme des autres actes.

Sauf ces dispositions d'une nature locale, les ministres du culte ne pourront à l'avenir remplacer les notaires dans la réception des testaments. Ils ne pourront non plus y servir que comme témoins ordinaires.

151. Que l'article 105 soit retranché et remplacé par le suivant :

**105a.** Le testament suivant la forme dérivée de la loi d'Angleterre, soit qu'il affecte les biens meubles ou les immeubles, doit être rédigé par écrit et signé, à la fin, de son nom ou de sa marque par le testateur, ou par une autre personne pour lui en sa présence et d'après sa direction expresse, laquelle signature est alors ou ensuite reconnue par le testateur comme apposée à son testament alors produit, devant au moins deux témoins idoines présents en même temps et qui attestent et signent de suite le testament en présence et à la réquisition du testateur.

Dans les testaments qui seront faits à l'avenir les personnes du sexe féminin ne pourront servir de témoins et les autres règles qui concernent la capacité des témoins seront aux autres égards les mêmes que pour le testament en forme authentique.

152. Que l'article 124b soit retranché et remplacé par le suivant :

**124c.** Les fruits et intérêts de la chose léguée courent au profit du légataire à compter du décès lorsque le testateur a expressément déclaré sa volonté à cet égard dans le testament.

La rente viagère ou pension léguée à titre d'aliments court également du jour du décès.

Dans les autres cas les fruits et intérêts ne courent que de la demande en justice ou de la mise en demeure.

153. Que l'article 131 soit retranché et remplacé par le suivant :

**131a.** Dans les successions qui s'ouvriront à l'avenir, les légataires universels ou à titre universel ne pourront plus, après acceptation, se décharger personnellement de dettes et

german inclusively, are void, but do not annul the other provisions of the will.

Testamentary executors who are neither benefited nor compensated by the will may serve as witnesses to its execution.

149. That article 100 be struck out and the following inserted instead thereof :

**100b.** Wills in authentic form cannot be dictated by signs.

Deaf mutes and others who cannot declare their will by word of mouth, may do so, if they are sufficiently educated, by means of instructions written by themselves and handed to the notary, before or at the execution of the will, in the manner hereinabove established.

Deaf mutes and such persons as cannot hear the will read, must read it themselves, and aloud, as regards those who are only deaf.

A written declaration that the deed contains the will of the testator and is prepared in accordance with his instructions, may be substituted for the same declaration by word of mouth, when it is required.

Mention must be made of the observance of these exceptional formalities and of their cause.

If the deaf mutes and others cannot avail themselves of the provisions of this article, they cannot make wills in the authentic form.

150. That article 101 be struck out and the following inserted instead thereof :

**101b.** Further and special provisions exist for the district of Gaspé, to remedy the want of notaries for the execution of wills as well as of other acts.

Saving these provisions of a local nature, ministers of religion shall not hereafter replace notaries in the execution of wills; neither shall they serve otherwise than as ordinary witnesses.

151. That article 105 be struck out and the following inserted instead thereof :

**105a.** Wills made in the form derived from the laws of England, whether they affect moveable or immoveable property, must be in writing and signed at the end with the signature or mark of the testator, made by himself or by another person for him in his presence and under his express direction, which signature is then or subsequently acknowledged by the testator as having been subscribed by him to his will then produced, in presence of at least two competent witnesses together, who attest and sign the will immediately, in presence of the testator and at his request.

In wills to be made hereafter females shall not serve as attesting witnesses, and the other rules concerning the competency of witnesses, shall be the same in other respects as for wills in authentic form.

152. That article 124b be struck out and the following inserted instead thereof :

**124c.** Fruits and interest arising from the thing bequeathed accrue to the benefit of the legatee from the time of the death of the testator, when the latter has expressly declared in the will his intention to that effect.

Life-rents or pensions, bequeathed by way of maintenance, also begin from the date of the testator's death.

In all other cases, fruits and interest do not accrue until they are judicially demanded, or until the debtor of the legacy is put in default.

153. That article 131 be struck out and the following inserted instead thereof :

**131a.** In successions devolving hereafter, universal legatees and legatees by general title shall no longer, after acceptance, free themselves from personal liability for the debts and lega-

legs qui leur sont imposés par la loi ou par le testament, sans avoir obtenu le bénéfice d'inventaire ; ils sont à cet égard et en tout ce qui concerne leur gestion, leur reddition de compte et leur décharge, sujets aux mêmes règles que l'héritier, ainsi qu'à l'enregistrement.

Le légataire à titre particulier auquel le testament impose des dettes et charges dont l'étendue est incertaine, peut, comme l'héritier et le légataire universel, n'accepter que sous bénéfice d'inventaire.

154. Que l'article 133 soit retranché et remplacé par le suivant :

**133c.** Le legs que fait un testateur de ce qui ne lui appartient pas, soit qu'il connût ou non le droit d'autrui, est nul, même lorsque la chose appartient à l'héritier ou au légataire obligé au paiement.

Le legs est cependant valide et équivaut à la charge de procurer la chose ou d'en payer la valeur, s'il paraît que telle a été l'intention du testateur. Dans ce cas si la chose léguée appartient à l'héritier ou au légataire obligé au paiement, soit que le fait fût ou non connu du testateur, le légataire particulier est saisi de la propriété de son legs.

155. Que l'article 133d soit retranché et remplacé par le suivant :

**133c.** Si la chose léguée n'appartenait au testateur que pour partie, il est présumé n'avoir légué que la part qu'il y avait, même dans le cas où le surplus appartient à l'héritier ou au légataire principal, à moins que son intention au contraire ne soit apparente.

La même règle s'applique au legs fait par l'un des époux d'un effet de la communauté ; sauf le droit du légataire à la totalité de la chose léguée, sous les circonstances énumérées au titre des conventions matrimoniales, et généralement dans le cas de l'article qui suit.

156. Que l'article 133 *quater* soit retranché et remplacé par le suivant :

**133f.** Si le testateur est devenu depuis le testament, pour le tout ou pour partie, propriétaire de la chose léguée, le legs est valide pour tout ce qui se retrouve dans sa succession, nonobstant la disposition contenue en l'article qui précède, excepté dans le cas où la chose ne reste dans la succession que parce que l'aliénation faite ensuite volontairement par le testateur, s'est trouvée nulle.

157. Que l'article 139 soit retranché.

158. Que l'article 140 soit retranché et remplacé par le suivant :

**140a.** Si avant le testament ou depuis, l'immeuble légué a été hypothéqué pour une dette restée due, ou même s'il se trouve hypothéqué pour la dette d'un tiers, connue ou non du testateur, l'héritier ou le légataire universel ou à titre universel n'est pas tenu de l'hypothèque, à moins qu'il n'en soit chargé en vertu du testament.

L'usufruit constitué sur la chose léguée est aussi supporté sans recours par le légataire particulier. Il en est de même des servitudes.

Si cependant l'hypothèque pour une dette étrangère inconnue au testateur affecte en même temps le legs particulier et les biens demeurés dans la succession, rien n'empêche que le bénéfice de division ait lieu réciproquement.

159. Que l'article 144 soit retranché et remplacé par le suivant :

**144a.** La demande en révocation d'un testament ou d'un legs peut aussi être admise, 1. pour la participation du légat-

cies imposed upon them by law or by the will, without having obtained benefit of inventory ; they shall be in this respect, and in all that concerns their administration, the rendering of their account and their discharge from liability, subject to the same rules as the heir, and to the obligation of registering.

Legatees by particular title upon whom the will imposes debts and charges of uncertain extent, may, in the same manner as the heir and universal legatee, accept only under benefit of inventory.

154. That article 133 be struck out and the following inserted instead thereof :

**133c.** The bequest of a thing which does not belong to the testator, whether he were aware or not of another's right to it, is void, even when the thing belongs to the heir or legatee charged with the payment of it.

The legacy is however valid, and is equivalent to the charge of procuring the thing or of paying its value, if such appear to have been the intention of the testator. In such case, if the thing bequeathed belong to the heir or the legatee charged with the payment of it, whether the fact were known or not to the testator, the particular legatee is seized with the ownership of his legacy.

155. That article 133*d* be struck out and the following inserted instead thereof :

**133e.** If the thing bequeathed belonged to the testator for a part only, he is presumed to have bequeathed only the part which belonged to him, even when the remainder belongs to the heir or principal legatee, unless his intention to the contrary be manifest.

The same rule applies to the bequest made by one of the consorts of a thing belonging to the community ; saving the right of the legatee to the whole of the thing bequeathed, under the circumstances enumerated in the title *Of Marriage Covenants*, and generally in the case of the following article.

156. That article 133 *quater* be struck out and the following inserted instead thereof :

**133f.** If the testator since the making of the will have become, wholly or in part, owner of the thing bequeathed, the legacy is valid as regards whatever remains in his succession, notwithstanding the provisions contained in the preceding article ; excepting the case in which the thing remains in the succession only by reason of the nullity of a subsequent voluntary alienation of it by the testator.

157. That article 139 be struck out.

158. That article 140 be struck out and the following inserted instead thereof :

**140a.** If before or since the will, the immoveable bequeathed have been hypothecated for a debt of the testator remaining still due, or even for the debt of a third person whether it were known or not to the testator, the heir, or the universal legatee, or the legatee by general title is not bound to discharge the hypothec, unless he be obliged to do so by the will.

A usufruct established upon the thing bequeathed is also borne without recourse by the particular legatee. The same rule applies to servitudes.

If however the hypothecary debt of a third person, of which the testator was ignorant, affect at the same time the particular legacy and the property remaining in the succession, the benefit of division may reciprocally be claimed.

159. That article 144 be struck out and the following inserted instead thereof :

**144a.** The revocation of a will or of a legacy may also be demanded ; 1. On the ground of the complicity of the legatee

taire à la mort du testateur, ou pour cause d'injure grave faite à sa mémoire, de la même manière que dans le cas de succession légitime ; ou encore si le légataire a gêné le testateur quant à la révocation ou à la modification du testament ; 2. par suite de la condition résolutoire ;--

Sans préjudice aux causes pour lesquelles le testament ou le legs peuvent être attaqués dans leur validité.

La survenance d'enfants au testateur n'opère pas la révocation.

L'inimitié survenue entre lui et le légataire ne la fait pas non plus présumer.

160. Que l'article 149 soit retranché et remplacé par le suivant :

**149a.** Toute aliénation, même en cas de nécessité ou opérée forcément, du droit de propriété à la chose léguée, celle même avec faculté de rachat, ou par échange, que fait le testateur, s'il n'y a lui-même pourvu autrement, emporte la révocation du testament ou du legs pour tout ce qui a été aliéné, même quoique l'aliénation soit nulle, lorsqu'elle a été volontaire.

La révocation subsiste quoique la chose soit rentrée depuis dans la main du testateur, s'il n'apparaît de son intention au contraire.

161. Que l'article 151 soit retranché et remplacé par le suivant :

**151a.** A l'avenir personne ne pourra exclure son héritier de sa succession, quoique pour juste cause d'exhérédation d'après les anciennes lois, si l'acte qui contient l'exclusion n'est revêtu des formes d'un testament.

162. Que l'article 157 soit retranché et remplacé par le suivant :

**157a.** Le testateur peut nommer un ou plusieurs exécuteurs testamentaires ou pourvoir au mode de leur nomination ; il peut également pourvoir à leur remplacement successif.

Rien n'empêche que l'héritier ou le légataire ne soient nommés exécuteurs testamentaires.

Les créanciers de la succession peuvent l'être sans perdre leur créance.

Les femmes non-mariées ou veuves peuvent aussi être chargées de l'exécution des testaments.

Les tribunaux ou les juges ne peuvent nommer ni remplacer les exécuteurs testamentaires, si ce n'est dans les cas spécifiés dans l'article dernier de la présente section.

S'il n'y a pas d'exécuteurs testamentaires, et qu'il n'en soit pas nommé de la manière dont il peuvent l'être, l'exécution du testament demeure entièrement à la charge de l'héritier ou du légataire qui recueille la succession.

163. Que l'article 163 soit retranché et remplacé par le suivant :

**163a.** L'exécuteur testamentaire qui a accepté ne peut renoncer à sa charge qu'avec l'autorisation du tribunal ou du juge, laquelle pourra être accordée pour des causes suffisantes, les héritiers et légataires, et les autres exécuteurs testamentaires, s'il y en a, étant présents ou dûment appelés.

La divergence de vues sur l'exécution du testament entre quelqu'un d'eux et la majorité de ses co-exécuteurs, peut constituer une cause suffisante.

164. Que l'article 165 soit retranché et remplacé par le suivant :

**165a.** Si plusieurs exécuteurs testamentaires existent conjointement avec les mêmes attributions, ils ont tous un pouvoir égal, et doivent agir ensemble, à moins que le testateur ne l'ait réglé autrement.

Cependant ceux qui se trouvent sur les lieux peuvent agir seuls pour les actes conservatoires et autres qui demandent

in the death of the testator, or by reason of grievous injury done to his memory, in the same manner as in the case of legal succession, or, again, if the legatee hinder the revocation or modification of the will; 2. By reason of the resolute condition;

Without prejudice to the causes for which the validity of the will or legacy may be impugned.

The subsequent birth of children to the testator does not effect a revocation.

Enmity springing up between him and the legatee does not give rise to the presumption of revocation.

160. That article 149 be struck out and the following inserted instead thereof :

**149a.** Every alienation by the testator of the right of property in the thing bequeathed even in a case of necessity, or by forced means, or with right of redemption reserved, or by exchange, carries with it, unless he has otherwise provided, a revocation of the will or legacy for all that has been thus disposed of, even though, if it were voluntary, the alienation be void.

The revocation subsists although the thing should afterwards have returned into the hands of the testator, unless he appear to have intended the contrary.

161. That article 151 be struck out and the following inserted instead thereof :

**151a.** Heirs shall not hereafter be excluded from successions, even for a just cause of exheredation according to the ancient laws, unless the act excluding them be clothed with all the formalities of a will.

162. That article 157 be struck out and the following inserted instead thereof :

**157a.** A testator may name one or more testamentary executors, or provide for the manner in which they shall be appointed; he may also provide for their successive replacement.

Heirs or legatees may lawfully be appointed testamentary executors.

Creditors of the succession may be executors without forfeiting their claims.

Single women or widows may also be charged with the execution of wills.

The courts and judges cannot appoint nor replace testamentary executors, except in the cases specified in the last article of this section.

If there be no testamentary executors, and none have been appointed in the manner in which they may be, the execution of the will devolves entirely upon the heir or the legatee who receives the succession.

163. That article 163 be struck out and the following inserted instead thereof :

**163a.** A testamentary executor who has accepted the office cannot renounce it without the authorization of the court or of a judge, which may be granted for sufficient cause; the heirs and legatees and other executors, if there be any, being present, or having being duly called.

Difference of opinion between an executor and the majority of his co-executors, as to the execution of the will, may constitute a sufficient cause.

164. That article 165 be struck out and the following inserted instead thereof :

**165a.** If there be several joint testamentary executors, with the same duties to perform, they have all equal powers and must act together, unless the testator have otherwise ordained.

Nevertheless those who are on the spot may perform alone acts of a conservatory nature and others requiring dispatch.

célérité. Les exécuteurs peuvent aussi agir généralement comme procureurs les uns des autres, à moins que l'intention du testateur n'apparaisse au contraire, et sauf la responsabilité de celui qui a donné la procuration. Les exécuteurs ne peuvent déléguer généralement l'exécution du testament à d'autres qu'à leurs co-exécuteurs, mais ils peuvent se faire représenter par procureurs pour des actes déterminés.

Les exécuteurs qui exercent ces pouvoirs conjoints sont tenus solidairement de rendre un seul et même compte, à moins que le testateur n'ait divisé leurs fonctions et que chacun d'eux ne se soit renfermé dans celles qui lui sont attribuées.

Ils ne sont responsables que chacun pour leur part des biens dont ils ont pris possession en leur qualité conjointe, et du paiement du reliquat de compte, sauf la responsabilité distincte de ceux autorisés à agir séparément.

165. Qu'après l'article 168, le suivant soit inséré :

**169.** Si, ayant accepté, l'exécuteur testamentaire refuse ou néglige d'agir, s'il dissipe ou dilapide les biens ou exerce autrement ses fonctions de manière à autoriser la destitution dans le cas d'un tuteur, ou s'il est devenu incapable de remplir sa charge, il peut être destitué par le tribunal compétent.

166. Qu'après l'article 175, le suivant soit inséré :

**175a.** Si le testateur a voulu que la nomination ou le remplacement fussent faits par les tribunaux ou les juges, les pouvoirs à ces fins pourront être exercés judiciairement à l'avenir en appelant les héritiers et légataires intéressés.

Lorsque des exécuteurs et administrateurs testamentaires ont été nommés par le testament, et que par leur refus d'accepter, ou la cessation de leurs pouvoirs sans remplacement, ou par des circonstances imprévues, il ne s'en trouvera aucun, sans qu'il soit possible de pourvoir au remplacement d'après les termes du testament, les juges et les tribunaux pourront également exercer les pouvoirs requis à cet effet, pourvu qu'il apparaisse de l'intention du testateur de faire continuer l'exécution et l'administration indépendamment du légataire ou de l'héritier.

167. Que l'article 181 soit retranché et remplacé par le suivant :

**181a.** La substitution par contrat de mariage participe de l'irrévocabilité des donations ainsi faites.

Les substitutions par autres donations entrevifs demeurent révocables par le donateur nonobstant l'acceptation du grevé pour lui-même, tant que l'ouverture n'a pas eu lieu, à moins que l'acceptation de la substitution n'ait eu lieu par l'appelé ou pour lui, soit formellement soit d'une manière équivalente, comme dans les donations en général.

L'acceptation pour eux-mêmes par les pères et les mères grevés, même étrangers au donateur, rend aussi irrévocable la substitution en faveur de leurs enfants nés et à naître.

La révocation de la substitution, lorsqu'elle peut avoir lieu, ne peut préjudicier au grevé, ni à ses héritiers, en les privant de l'avantage de la caducité éventuelle ou autrement. Au contraire, et quoique l'appelé eût pu recueillir sans la révocation, cette révocation est au profit du grevé et non du substituant, à moins qu'il n'en ait fait la réserve dans l'acte qui substitue.

La substitution par testament demeure révocable comme toute autre disposition testamentaire.

168. Que l'article 186 soit amendé en limitant les substitutions à deux degrés outre l'institué.

169. Que l'article 208 *bis* soit retranché et remplacé par le suivant :

**208b.** Il n'y aura plus lieu en faveur de la femme du grevé, quant aux mariages qui seront contractés à l'avenir, à un recours subsidiaire sur les biens substitués pour la sûreté de son douaire ou de sa dot.

The executors may also act generally as attorneys for each other, unless the intention of the testator appear to the contrary, and subject to the responsibility of the one who grants the power. The executors cannot delegate generally the execution of the will to others than their co-executors, but they may be represented by attorney for determinate acts.

Executors exercising these joint powers, are jointly and severally bound to render one and the same account, unless the testator have divided their functions and each of them have kept within the scope assigned to him.

They are responsible only each for his share for the property of which they took possession in their joint capacity, and for the payment of the balance due, saving the distinct liability of such as are authorized to act separately.

165. That after article 168 the following be inserted :

**169.** If, having accepted, a testamentary executor refuse or neglect to act, or dissipate or waste the property, or otherwise exercise his functions in such a manner as would justify the dismissal of a tutor, or if he have become incapable of fulfilling the duties of his office, he may be removed by the court having jurisdiction.

166. That after article 175 the following be inserted :

**175a.** If the testator desire that the appointment or the replacement should be made by the courts or judges, the powers necessary for such purpose may hereafter be exercised judicially, the heirs and legatees interested being first duly notified.

When testamentary executors and administrators have been named by the will, and, in consequence of their refusal to accept, or of their powers having ceased without their being replaced, or of unforeseen circumstances, none of them remain, and it is impossible to replace them under the terms of the will, the judges and the courts may likewise exercise the powers necessary to do so, provided it appear that the testator intended the execution and administration of the will to continue independently of the heir or of the legatee.

167. That article 181 be struck out and the following inserted instead thereof :

**181a.** Substitutions made by contract of marriage are irrevocable like gifts made in the same manner.

Substitutions made by other gifts *inter vivos* may be revoked by the donor, notwithstanding the acceptance by the institute for himself, so long as they have not opened ; unless they have been accepted by the substitute, or in his behalf, either formally or in an equivalent manner, as in gifts in general.

The acceptance made for themselves by institutes, even when they are strangers to the donor, also renders irrevocable the substitution in favor of their children born or to be born.

The revocation of a substitution, when it is allowed, cannot prejudice the institute nor his heirs by depriving them of the possible benefit of the lapse of the substitution, or otherwise. On the contrary, and although the substitute might have received but for the revocation, such revocation goes to the profit of the institute and not of the grantor, unless he has made a reservation to that effect in the act creating the substitution.

Substitutions by will may be revoked like all other testamentary dispositions.

168. That article 186 be amended by limiting substitutions to two degrees beyond the institute :

169. That article 208*bis* be struck out and the following inserted thereof :

**208b.** As regards marriages to be contracted hereafter, the wife of the institute shall no longer enjoy a subsidiary recourse against the property of substitutions for the securing of her dower or her dowry.

170. Qu'après l'article 219 le suivant soit inséré :

**220.** Si le grevé était débiteur ou créancier du substituant, et a, par son acceptation en qualité d'héritier ou de légataire universel ou à titre universel, fait confusion en sa personne de sa dette ou de sa créance, cette dette ou cette créance revivent entre l'appelé et le grevé ou ses héritiers, nonobstant cette confusion considérée comme temporaire, lors de la restitution des biens substitués, sauf les intérêts jusqu'à l'ouverture pour lesquels la confusion subsiste.

Le grevé ou ses héritiers ont droit à la séparation des patrimoines dans l'exercice de leur créance, et ils peuvent retenir les biens jusqu'au paiement.

171. Que l'article 227 soit retranché et remplacé par le suivant :

**227a.** Quoique le motif de la prohibition d'aliéner ne soit pas exprimé, et quoiqu'elle ne soit pas en termes de nullité ou sous quelque autre peine, la volonté du disposant suffit pour y donner effet, à moins que les expressions ne se bornent évidemment à un simple conseil.

Lorsque la prohibition n'est pas faite pour d'autre motif, elle est interprétée comme constituant un droit de retour en faveur du disposant et de ses héritiers.

172. Qu'après l'article 236 le suivant soit inséré :

**237.** Les prohibitions d'aliéner, quoique non accompagnées de substitution, doivent être enregistrées, même quant aux biens meubles, comme les substitutions elles-mêmes.

Celui auquel la prohibition est faite et son tuteur ou curateur, et le mari pour sa femme obligée, sont tenus de faire effectuer cet enregistrement.

## TITRE QUATRIÈME.

### DES CONVENTIONS MATRIMONIALES ET DE L'EFFET DU MARIAGE SUR LES BIENS DES ÉPOUX.

RÉSOLU :---

173. Que les articles 9 et 10 soient retranchés et remplacés par les suivants :

**10a.** Après le mariage il ne peut être fait aux conventions matrimoniales contenues au contrat, aucun changement, pas même par don mutuel d'usufruit, lequel est par le présent aboli pour l'avenir, sans préjudice aux actes existants. Les époux ne peuvent non plus s'avantager entrevifs autrement.

174. Qu'après l'article 11 le suivant soit inséré :

**12.** Le mineur, habile à contracter mariage, peut valablement consentir en faveur de son futur conjoint et des enfants à naître, toutes conventions et donations dont ce contrat est susceptible, pourvu qu'il y soit assisté de son tuteur, s'il en a un, et des autres personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage ; les avantages qu'il y fait à des tiers suivent les règles applicables aux mineurs en général.

175. Que l'article 14 soit retranché et remplacé par le suivant :

**14a.** La communauté, soit légale, soit conventionnelle, commence du jour de la célébration du mariage ; on ne peut stipuler qu'elle commencera à une autre époque.

176. Que l'article 41 soit retranché et remplacé par le suivant :

**41a.** La femme ne peut s'obliger ni engager les biens de la communauté, même pour tirer son mari de prison, ou pour l'établissement de leurs enfants communs en cas d'absence du mari, sans y être autorisée par justice.

170. That after article 219, the following be inserted :

**220.** If the institute were a debtor or a creditor of the grantor, and in consequence of his accepting as heir, as universal legatee, or as legatee by general title, confusion takes place so as to destroy his debt or his claim, such debt or claim, notwithstanding such confusion which is deemed to be only temporary, revives between the substitute and the institute or his heirs, when the property comes to be delivered over; except as to interest up to that time for which the confusion still holds.

The institute or his heirs are entitled to the separation of property in the prosecution of their claim, and may retain the property until they are paid.

171. That article 227 be struck out and the following inserted instead thereof:

**227a.** Although the motive of the prohibition to alienate be not expressed, and it be not declared under pain of nullity or some other penalty, the intention of the party disposing, suffices to give it effect, unless the expressions are evidently within the limits of mere advice.

When the prohibition is not made for another motive, it is interpreted as establishing in favor of the party disposing and his heirs a right to get back the property.

172. That after article 236 the following be inserted :

**237.** Prohibitions to alienate, although not accompanied by substitution, must be registered, even as regards moveable property, in the same manner as substitutions themselves..

The person thus prohibited and his tutor or curator, and the husband in the case of a married woman, are bound to effect such registration.

#### TITLE FOURTH.

##### OF MARRIAGE COVENANTS AND OF THE EFFECT OF MARRIAGE UPON THE PROPERTY OF THE CONSORTS.

RESOLVED :—

173. That articles 9 and 10 be struck out and the following inserted instead thereof:

**10a.** After marriage, the marriage covenants contained in the contract cannot be altered, even by the mutual donation of usufruct, which is hereby abolished for the future, without prejudice to acts already made; nor can the consorts in any other manner confer benefits *inter vivos* upon each other.

174. That after article 11 the following be inserted :

**12.** Minors, capable of contracting marriage, may validly make, in favor of heir future consorts or children, all such agreements or gifts as the contract admits of provided they be assisted by their tutors, if they have any, and by the other persons whose consent is necessary to the validity of the marriage; the benefits which they confer in such contracts upon third parties are subject to the rules which apply to minors in general.

175. That article 14 be struck out and the following inserted instead thereof:

**14a.** Community, whether legal or conventional, commences from the day of the celebration of marriage; the parties cannot stipulate that it shall commence at any other period.

176. That article 41 be struck out and the following inserted instead thereof:

**41a.** A wife cannot, without judicial authorization, obligate herself nor bind the property of the community, even for the purpose of releasing her husband from prison, or of establishing their common children, in the case of his absence.

177. Qu'après l'article 56, le suivant soit inséré :

**57.** Tout jugement en séparation de biens est inscrit sans délai par le protonotaire ou greffier, sur un tableau tenu à cet effet, et affiché dans le greffe du tribunal qui a rendu ce jugement ; et de cette inscription ainsi que de sa date il est fait mention à la suite du dit jugement dans le registre où il est entré.

La séparation n'a d'effet contre les tiers que du jour où ces formalités ont été remplies.

Des formalités particulières sont requises pour l'obtention des jugements de séparation contre les commerçants, ainsi qu'il est porté en l'Acte concernant la faillite, 1864.

178. Que l'article 84 soit retranché et remplacé par le suivant :

**84a.** Si la femme est mineure, elle ne peut accepter la communauté qu'avec l'assistance de son curateur et l'autorisation du juge, sur avis du conseil de famille ; accompagnée de ces formalités, l'acceptation est irrévocable et a la même effet que si la femme eût été majeure.

179. Que l'article 85 soit retranché et remplacé par le suivant :

**85a.** La femme survivante doit, dans les trois mois du jour du décès du mari, faire faire un inventaire fidèle et exact de tous les biens de la communauté, contradictoirement avec les héritiers du mari, ou eux dûment appelés.

Cet inventaire doit être fait devant notaire, en minute et clos en justice de même que celui requis par l'article 68 pour empêcher la continuation de communauté.

180. Que l'article 121a soit retranché et remplacé par le suivant :

**121b.** Elle peut cependant retenir les hardes et linges à son usage personnel, sans y comprendre d'autres bijoux que les gages et dons nuptiaux.

181. Qu'après l'article 129 le suivant soit inséré :

**130.** Dans le cas de l'article précédent, le mobilier qui échoit à chacun des conjoints pendant le mariage doit être constaté par un inventaire ou autre titre équivalent.

Au cas du mari, le défaut de tel inventaire ou titre le rend non recevable à exercer la reprise du mobilier qui lui est échu pendant le mariage.

Si au contraire il s'agit de la femme, il lui est loisible ainsi qu'à ses héritiers de faire, en pareil cas, preuve soit par titre, soit par témoins et même par commune renommée, du mobilier qui lui est ainsi échu.

## TITRE NEUVIEME.

### DU PRÊT.

RÉSOLU :—

182. Que l'article 5 soit retranché et remplacé par le suivant :

**5.** L'emprunteur est tenu de veiller en bon père de famille à la garde et à la conservation de la chose prêtée.

Il ne peut s'en servir qu'à l'usage pour lequel elle est destinée par sa nature ou par la convention.

## TITRE DIXIEME.

### DU DÉPÔT.

RÉSOLU :—

183. Que les articles 9 et 10 soient retranchés et remplacés par le suivant :

Le dépositaire doit apporter à la garde de la chose déposée le soin d'un bon père de famille.

177. That after article 56 the following be inserted :

**57.** Every judgment ordering separation of property must be inscribed, without delay, by the prothonotary or clerk of the court, upon a list kept for that purpose and posted in the office of the clerk of the court which rendered the judgment ; and such inscription and the date thereof must be mentioned at the end of such judgment, in the register in which it is recorded.

The separation effects third parties, from the day only when these formalities have been complied with.

Special formalities are necessary in order to obtain judgments of separation of property against traders, as provided in The Insolvent Act of 1864.

178. That article 84 be struck out and the following inserted instead thereof :

**84a.** If the wife be under age, she cannot accept the community without the assistance of her curator, and the authorization of a judge, upon the advice of a family council ; when made with these formalities, the acceptance is irrevocable, and has the same effect as if the wife had been of age.

179. That article 85 be struck out and the following inserted instead thereof :

**85a.** The wife surviving her husband must, within three months from his death, cause a faithful and correct inventory of all the property of the community to be made in the presence of the heirs of the husband, or after having duly summoned them.

This inventory must be made before notaries, as an original, and be judicially closed in the same manner as that required by article 68 in order to prevent the continuation of the community.

180. That article 121a be struck out and the following inserted instead thereof .

**121b.** She may, however, retain the wearing apparel and linen in use for her own person, exclusive of all other jewelry than her engagement and wedding presents.

181. That after article 129 the following be inserted :

**130.** In the case of the preceding article, the moveable property which accrues to either consort during marriage must be established by an inventory or some other equivalent title.

As regards the husband, in default of such inventory or title, he forfeits his right to take back the moveable property which has fallen to him during the marriage.

As regards the wife, on the contrary, she or her heirs are, in such case, admitted to make proof either by title or by witnesses, or even by common rumor, of the moveable property, thus accrued to her.

## TITLE NINTH.

### OF LOAN.

RESOLVED :—

182. That article 5 be struck out and the following inserted instead thereof :

**5.** The borrower is bound to bestow the care of a prudent administrator in the safe-keeping and preservation of the thing loaned.

He cannot apply the thing to any other use than that for which it is intended by its nature or by agreement.

## TITLE TENTH.

### OF DEPOSIT.

RESOLVED :—

183. That articles 9 and 10 be struck out and the following inserted instead thereof :

The depositary is bound to apply in the keeping of the thing deposited the care of a prudent administrator.

## TITRE ONZIEME.

## DE LA SOCIÉTÉ.

RÉSOLU :—

184. Que l'article 15 soit retranché et remplacé par le suivant :

**15.** Lorsqu'il n'y a pas de stipulation relativement à la part de chaque associé dans les bénéfices et les pertes de la société, ils partagent également.

185. Que l'article 30<sup>a</sup> soit retranché.

186. Que l'article 44 soit retranché et remplacé par le suivant :

**44.** Tout changement fait dans les noms des gérants, dans la nature des affaires, ou dans le capital ou les actions de la société, ou dans toute autre matière indiquée dans la déclaration primitive, excepté les noms des commanditaires, est considéré comme une dissolution de la société. Et si la société est continuée après tel changement, elle est réputée société en nom collectif, à moins qu'elle ne soit renouvelée comme société en commandite, de la manière indiquée dans l'article qui précède.

## TITRE DOUZIEME.

## DES RENTES VIAGÈRES.

RÉSOLU :—

187. Que l'article 6 soit retranché et remplacé par le suivant :

**6.** La règle énoncée dans l'article qui précède s'applique également lorsque la personne sur la tête de laquelle la rente est constituée, est, à l'insu des parties, atteinte d'une maladie dangereuse, dont elle meurt dans les vingt jours de la date du contrat.

188. Que l'article 15 soit retranché et remplacé par le suivant :

**15.** Lorsqu'un immeuble hypothéqué au paiement d'une rente viagère est vendu par décret forcé, ou par acte volontaire suivi d'une confirmation de titre, les créanciers postérieurs ont droit de recevoir les deniers provenant de la vente en fournissant cautions suffisantes que la rente continuera d'être payée ; et à défaut de telles cautions le crédi-rentier a droit de toucher, suivant l'ordre de son hypothèque, une somme égale à la valeur de la rente au temps de telle collocation.

189. Que l'article 16 soit retranché et remplacé par le suivant :

**16.** La valeur de la rente viagère est estimée à un montant qui soit suffisant, au temps de la collocation, pour acquérir d'une compagnie d'assurance sur la vie, une rente viagère de pareille somme.

## TITRE TREIZIEME.

## DES TRANSACTIONS.

RÉSOLU :—

190. Que l'article 6 soit retranché et remplacé par le suivant :

**6.** La transaction sur pièces qui depuis ont été reconnues fausses est entièrement nulle.

## TITLE ELEVENTH.

## OF PARTNERSHIP.

## RESOLVED :—

184. That article 15 be struck out and the following inserted instead thereof :

**15.** When there is no agreement concerning the shares of the partners in the profits and losses of the partnership, they share equally.

185. That article 30a be struck out.

186. That article 44 be struck out and the following inserted instead thereof :

**44.** Every alteration in the names of the general partners, in the nature of the business, or in the capital or shares, or in any matter, other than the names of the special partners, specified in the original certificate, is deemed a dissolution of the partnership ; and if it be carried on after such alteration, it is deemed a general partnership, unless renewed as a limited partnership in the manner provided in the last preceding article.

## TITLE TWELFTH.

## OF LIFE-RENTS.

## RESOLVED :—

187. That article 6 be struck out and the following inserted instead thereof :

**6.** The rule declared in the last preceding article applies equally when the person upon whose life the rent is constituted is, without the knowledge of the parties, dangerously ill of a malady of which he dies within twenty days after the date of the contract.

188. That article 15 be struck out and the following inserted instead thereof :

**15.** When an immoveable hypothecated for the payment of a life-rent is sold by a forced sale, or by a voluntary sale followed by confirmation of title, the posterior creditors are entitled to receive the proceeds of the sale on giving sufficient security for the continued payment of the rent, and in default of such security being given, the creditor of the rent is collocated, according to the order of his hypothec, for a sum equal to the value of the rent at the time of collocation.

189. That article 16 be struck out and the following inserted instead thereof :

**16.** The value of the life-rent is estimated at the sum which, at the time of collocation, would be sufficient to purchase from a life-assurance company a life-annuity of like amount.

## TITLE THIRTEENTH.

## OF TRANSACTION.

## RESOLVED :—

190. That article 6 be struck out and the following inserted instead thereof :

**6.** Transaction upon a writing which has since been found to be false, is altogether null.

## TITRE SEIZIEME.

## DU CONTRAT DE NANTISSEMENT.

RÉSOLU :—

191. Que l'article 5 soit retranché et remplacé par le suivant :

**5.** Le créancier ne peut, à défaut du paiement de la dette, disposer du gage. Il peut le faire saisir et vendre suivant le cours ordinaire de la loi en vertu du jugement d'un tribunal compétent et être payé par préférence sur les deniers prélevés.

Il peut aussi stipuler qu'à défaut de paiement il aura droit de garder le gage.

## TITRE DIX-SEPTIEME.

## DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

RÉSOLU :—

192. Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article 29 :

Dans le cas de maladie chronique, le privilège ne s'applique qu'aux frais pendant les derniers six mois qui ont précédé le décès.

193. Que l'article 78 soit retranché et remplacé par le suivant :

**78.** Entre créanciers les hypothèques prennent rang, pour le passé, suivant la priorité de leur date respective, lorsqu'aucune d'elles n'est enregistrée conformément aux dispositions contenues au titre de l'enregistrement des droits réels. Pour l'avenir l'hypothèque n'a lieu que conformément à l'article 40 au même titre.

## TITRE DIX-HUITIEME.

## DE L'ENREGISTREMENT DES DROITS RÉELS.

RÉSOLU :—

194. Que l'article 2 soit retranché et remplacé par le suivant :

**2.** Sont exemptés de l'enregistrement :

1. Les privilèges mentionnés en premier, quatrième, cinquième, sixième et neuvième lieux dans l'article 35 du titre *Des Privilèges et Hypothèques* ;

2. Les titres originaux de concession soit en fief, en censive, en franc-alleu, ou en franc et commun socage ;

3. Les hypothèques de la Couronne créées en vertu de l'acte de la neuvième année du règne de Sa Majesté, chapitre soixante-et-deux ;

4. Les droits seigneuriaux et les rentes constituées pour leur rachat ;

5. Les créances des compagnies d'assurance mutuelle pour contribution payable par les assurés.

195. Que l'article 4 soit retranché et remplacé par le suivant :

**4.** L'enregistrement d'un droit réel ne peut nuire à l'acquéreur d'un héritage qui en était alors et avant la promulgation du présent Code, en possession ouverte et publique, lors même que son titre n'aurait été enregistré que postérieurement.

196. Que l'article 11 soit retranché et remplacé par le suivant :

**11.** Tout acte entrevifs, autre qu'un partage ou une licitation, transférant la propriété d'un immeuble doit être enregistré au long.

TITLE SIXTEENTH.

OF PLEDGE.

RESOLVED:

191. That article 5 be struck out and the following inserted instead thereof:

5. The creditor cannot, in default of payment of the debt, dispose of the thing given in pawn. He may cause it to be seized and sold in the usual course of law under the authority of a competent court and obtain payment by preference out of the proceeds.

He may also stipulate that in default of payment he shall be entitled to retain the thing.

TITLE SEVENTEENTH.

OF PRIVILEGES AND HYPOTHECS.

RESOLVED.—

192. That the following paragraph be added to article 29 :  
In case of chronic disease, the privilege applies only to the expenses during the last six months before the decease.

193. That article 78 be struck out and the following inserted instead thereof.

78. As between the creditors, hypothecs heretofore created rank in the order of their respective dates, when none of them have been registered in conformity with the provisions contained in the title *Of registration of real rights*. Hypothecs created hereafter are inoperative unless they conform to the provisions of article 40 in the same title.

TITLE EIGHTEENTH.

OF REGISTRATION OF REAL RIGHTS.

RESOLVED:—

194. That article 2 be struck out and the following inserted instead thereof:

2. The following rights are exempt from registration :

1. The privileges mentioned in paragraphs one, four, five, six and nine, of article 35 of the title *Of Privileges and Hypothecs* ;
2. The original titles by which lands were granted *en fief*, *en censive*, *en franc-alleu*, or in free and common soccage ;
3. Hypothecs in favor of the crown, created in virtue of the act passed in the ninth year of Her Majesty's reign, chapter sixty-two ;
4. Seigniorial rights, and the rents constituted in their stead ;
5. The claim of mutual insurance companies for the amounts which the parties insured are liable to contribute.

195. That article 4 be struck out and the following inserted instead thereof :

4. The registration of a real right cannot prejudice the purchaser of an immoveable who at the time and before the promulgation of this code was in open and public possession of it as owner, even though his title be not registered until afterwards.

196. That article 11 be struck out and the following inserted instead thereof :

11. All acts *inter vivos*, other than partitions or licitations, conveying the ownership of an immoveable must be registered at full length.

A défaut de tel enregistrement le titre d'acquisition ne peut être opposé au tiers qui a acquis le même immeuble du même vendeur, pour valeur, et dont le titre est enregistré.

L'enregistrement a le même effet entre deux donataires du même immeuble.

2 Toute transmission d'immeuble par testament doit être enregistrée, soit au long ou par bordereau, avec une déclaration de la date du décès du testateur.

La transmission par succession doit être enregistrée au moyen d'une déclaration énonçant le nom de l'héritier, son degré de parenté avec le défunt, le nom de ce dernier et la date de son décès, et enfin la désignation de l'immeuble.

Tout droit ou attribution de propriété constaté par un partage ou une licitation doit être enregistré au long ou par bordereau.

Jusqu'à ce que l'enregistrement du droit de l'acquéreur ait lieu, l'enregistrement de toute cession, transport, hypothèque ou droit réel par lui consenti affectant l'immeuble est sans effet.

Les dispositions du présent article ne sont applicables que pour l'avenir.

197. Que le dernier alinéa de l'article 13 soit retranché et remplacé par le suivant :

**13.** Le droit du vendeur de rentrer dans l'immeuble vendu, faute de paiement du prix, n'affecte les tiers acquéreurs qui ne s'y sont pas soumis que quand l'acte de vente où ce droit est stipulé a été enregistré, comme dans les cas ordinaires ; néanmoins le vendeur jouit à cet égard des avantages du délai de trente jours, comme pour le prix de vente.

198. Qu'après l'article 13 le suivant soit inséré :

**13a.** Tout jugement prononçant la résolution, nullité ou rescision d'un acte d'aliénation ou autre titre de transmission d'un immeuble enregistré, ou admettant le droit de réméré ou de révocation, doit être enregistré au long dans les trente jours à compter de sa prononciation.

199. Qu'après l'article 13a ci-dessus le suivant soit inséré :

**13b.** L'action résolutoire en faveur du vendeur, faute de paiement du prix, suivant l'article 60 du titre : *De la Vente*, ne peut être exercée contre les tiers, si la stipulation n'en a pas été enregistrée.

Il en est de même du droit de réméré.

200. Qu'après l'article 17 le suivant soit inséré :

**18a.** Les créances pour frais funéraires et frais de dernière maladie ne conservent leur privilège sur les immeubles que s'il en est enregistré un bordereau en la forme et dans les délais prescrits dans l'article qui précède.

201. Qu'après l'article 27 le suivant soit inséré :

**27b.** Le droit au douaire coutumier légal ne sera conservé, quant aux mariages à venir, que par l'enregistrement de l'acte de célébration du mariage avec une description des immeubles alors assujettis au douaire.

Quant aux immeubles qui subséquemment pourraient échoir au mari et devenir sujets au douaire coutumier, le droit au douaire sur ces immeubles n'aura d'effet que du jour de l'enregistrement d'une déclaration à cet effet, indiquant la date du mariage, le nom des époux, la description de l'immeuble, la charge du douaire, et comment l'immeuble y est devenu sujet.

202. Qu'après l'article 29 le suivant soit inséré :

**30.** Tout notaire appelé à faire un inventaire est tenu de voir à ce que les tutelles des mineurs et curatelle des interdits, intéressés dans cet inventaire, soient dûment enregistrées, et d'en procurer au besoin l'enregistrement aux frais des tuteurs

In default of such registration, the title of conveyance cannot be invoked against any third party who has purchased the same property from the same vendor for a valuable consideration and whose title is registered.

Registration has the same effect between two donees of the same immovable.

Every conveyance by will of an immovable must be registered either at full length or by memorial, with a declaration of the date of the death of the testator.

The transmission of immovables by succession must be registered by means of a declaration setting forth the name of the heir, his degree of relationship to the deceased, the name of the latter, the date of his death, and, lastly, the designation of the immovable.

All rights or assignments of ownership established by a partition or a licitation must be enregistered at full length or by memorial.

So long as the right of the purchaser has not been registered, all conveyances, transfers, hypothecs or real rights granted by him in respect of such immovable are without effect.

The provisions of this article are applicable to the future only.

197. That the last paragraph of article 13 be struck out and the following inserted instead thereof :

**13.** The right of the vendor to take back an immovable sold, in the case of non-payment of the price, does not affect subsequent purchasers who have not subjected themselves to such right, unless the deed in which it is stipulated has been registered as in ordinary cases ; nevertheless the vendor in this matter as well as for securing the price has all the advantage of the delay of thirty days.

198. That after article 13 the following be inserted :

**13a.** All judgments declaring the dissolution, nullity, or rescission of a registered deed of conveyance or other title by which an immovable has been transmitted, or permitting the exercise of a right of redemption or of revocation, must be registered at full length within thirty days after they are rendered.

199. That after article 13a the following be inserted :

**13b.** The action of the vendor to have the sale dissolved by reason of the non-payment of the price, according to article 60 of the title *Of Sale*, cannot be brought against third parties, if the stipulation to that effect have not been registered.

The same rule applies to the right of redemption.

200. That after article 17 the following be inserted :

**18a.** Claims for funeral expenses and expenses of last illness do not retain their privilege upon immovables unless a memorial of such claims is registered in the manner and within the delays prescribed by the preceding article.

201. That after article 27 the following be inserted :

**27b.** The right to legal customary dower, in respect of marriages to take place hereafter, shall not be preserved otherwise than by the registration of the marriage certificate with a description of the immovables then subject to such dower.

As regards immovables which may subsequently fall to the husband and become subject to customary dower, the right to dower upon such immovables shall not take effect until a declaration for that purpose has been registered, setting forth the date of the marriage, the names of the consorts, the description of the immovable, its liability for dower and how it has become subject to it.

202. That after article 29 the following be inserted :

**30.** Every notary called upon to make an inventory is bound to see that the tutorships of the minors, or the curatorships of the interdicted persons interested in such inventories are duly registered, and, if necessary, to cause such registration to be

et des curateurs, avant de procéder à l'inventaire, à peine de tous dommages-intérêts.

203. Qu'après l'article 37 le suivant soit inséré :

**38.** La renonciation au douaire, à une succession, à un legs ou à une communauté de biens, ne peut être opposée aux tiers, si elle n'a pas été enregistrée au bureau de la circonscription dans laquelle le droit s'est ouvert.

204. Qu'après l'article 38 ci-dessus le suivant soit inséré :

**39.** Toute cession ou transport de créances privilégiées ou hypothécaires doit être enregistrée au bureau d'enregistrement où le titre créant la dette a été enregistré.

Un double du certificat de l'enregistrement doit être fourni au débiteur avec la copie du transport.

A défaut de l'accomplissement de ces formalités, la cession ou transport est sans effet à l'encontre d'un cessionnaire subséquent qui s'est conformé aux prescriptions ci-dessus.

Toute subrogation aux mêmes droits consentie par acte authentique ou sous seing-privé doit être également enregistrée et signifiée.

Si la subrogation est acquise de plein droit, l'enregistrement s'en fait par la transcription de l'acte dont elle résulte avec déclaration à cet effet.

Mention du transport ou de la subrogation doit être faite à la marge de l'entrée du titre constituant la dette, renvoyant au numéro de l'entrée du transport ou subrogation.

205. Que l'article 39a soit retranché et remplacé par le suivant :

**39a.** Le bail d'immeubles pour un terme excédant un an ne peut être invoqué à l'encontre d'un tiers-acquéreur s'il n'a été enregistré.

206. Qu'après l'article 39a le suivant soit inséré :

**39b.** Tout acte portant quittance de plus d'une année de loyer d'un immeuble par anticipation, ne peut être opposé à un tiers-acquéreur, s'il n'a été enregistré avec désignation de l'immeuble.

207. Que l'article 40 soit retranché et remplacé par le suivant :

**40.** Les droits privilégiés qui ne sont pas assujettis à l'enregistrement prennent rang suivant leur ordre respectif.

Les droits qui sont assujettis à l'enregistrement et qui ont été enregistrés dans les délais fixés ont leur effet suivant les dispositions contenues au chapitre qui précède.

Hors les cas ci-dessus et celui des articles 4 et 8, les droits réels ont rang suivant la date de leur enregistrement.

Si néanmoins deux titres créant hypothèque sont entrés le même jour et à la même heure, ils viennent ensemble par concurrence.

Si un titre d'acquisition et un titre créant hypothèque relativement au même immeuble sont enregistrés en même temps, la priorité du titre établit le droit de préférence.

Aucune hypothèque créée à l'avenir, excepté celle en faveur des compagnies d'assurance mutuelle pour le recouvrement des contributions des assurés, n'aura d'effet sans enregistrement.

208. Que l'article 54a soit retranché et remplacé par le suivant :

**54a.** Toute demande ou bordereau pour la conservation d'intérêts ou arrérages de rente doit en indiquer le montant ainsi que le titre en vertu duquel ils sont dus, et être accompagné d'une déposition sous serment du créancier que le montant en est dû.

209. Que le paragraphe 4 de l'article 64 soit retranché et remplacé par le suivant :

**4.** Les titres translatifs de propriété autres que ceux ci-dessus mentionnés ; les baux mentionnés en l'article 39a, et les quittances anticipées des loyers.

effected at the expense of such tutors or curators, before proceeding with the inventory, on pain of all damages.

203. That after article 37 the following be inserted :

**38.** Renunciations to dower, to successions, to legacies, or to community of property cannot be invoked against third parties unless they have been registered in the registry office of the division in which the right accrued.

204. That after article 38 the following be inserted :

**39.** Every conveyance or transfer of a privileged or hypothecary claim must be registered in the registry office in which the title creating the debt has been registered.

A duplicate of the certificate of its registration must be furnished to the debtor together with the copy of the transfer.

If these formalities be not observed the conveyance or transfer is without effect against subsequent transferees who have conformed to the above requirements.

All subrogations in such rights granted by authentic deeds or by private writings must likewise be registered and notice thereof be given.

If the subrogation take place by the sole operation of law, it may be registered by transcribing the document from which it results, with a declaration to that effect.

The transfer or subrogation must be mentioned in the margin of the registry of the title creating the debt, with a reference to the number of the entry of such transfer or subrogation.

205. That article 39a be struck out and the following inserted instead thereof :

**39a.** The lease of an immoveable for a period exceeding one year cannot be invoked against a subsequent purchaser unless it has been registered.

206. That after article 39a the following be inserted :

**39b.** No act containing a discharge from the rent of an immoveable for more than one year in anticipation, can be invoked against a subsequent purchaser unless it has been registered, together with a description of the immoveable.

207. That article 40 be struck out and the following inserted instead thereof :

**40.** Privileged rights which are not subject to registration take precedence according to their respective rank.

Rights subject to registration and which have been registered within the prescribed delays, take effect according to the provisions contained in the preceding chapter.

Except the above cases and the cases of articles 4 and 8, real rights rank according to the date of their registration.

If however two titles creating hypothec be entered for registration on the same day and at the same hour they rank together.

If a deed of purchase, and a deed creating a hypothec, both affecting the same immoveable, be registered on the same day, the more ancient deed takes precedence.

No hypothec hereafter created shall have any effect without registration, except that of mutual insurance companies for the amount which the parties insured are liable to contribute.

208. That article 54a be struck out and the following inserted instead thereof :

**54a.** Every claim or memorial for the preservation of interest or of arrears of rent must specify the amount thereof and the title under which they are due, and be accompanied by the affidavit of the creditor that such amount is due.

209. That paragraph 4 of article 64 be struck out and the following inserted instead thereof :

**4.** Deeds conveying the ownership of property other than those above mentioned, the leases mentioned in article 39a, and acquittances for rent paid in anticipation.

210. Qu'après l'article 64 le suivant soit inséré :

**64a.** Les dispositions de l'article qui précède peuvent être étendues par proclamation du Gouverneur à tout arrondissement d'enregistrement dont la population excède cinquante mille âmes.

211. Qu'après l'article 64a le suivant soit inséré :

**64b.** Le Gouverneur en Conseil peut changer la forme de tout livre, index ou autre document officiel que doivent tenir les registrateurs, ou ordonner qu'il en soit tenu de nouveaux ; et tout ordre à cet effet est publié dans la *Gazette du Canada* et a effet à dater du jour qui y est mentionné, pourvu que ce jour ne soit pas fixé à moins d'un mois après la publication de cet ordre.

212. Que l'article 73 soit retranché et remplacé par le suivant :

**73.** Chaque fois qu'un propriétaire subdivisera en lots de ville ou de village excédant le nombre de six, un héritage porté au plan et au livre de renvoi, il sera tenu d'en déposer au bureau du commissaire des terres de la couronne, un plan et un livre de renvoi particulier par lui certifiés, avec des numéros et désignations spéciales de manière à les distinguer des lots primitifs, et si ce plan et ce livre de renvoi sont trouvés corrects par le Commissaire des terres de la Couronne, il en transmettra une copie par lui certifiée au registrateur de la circonscription.

213. Que l'article 78 soit retranché et remplacé par le suivant :

**78.** Le registrateur est également tenu de délivrer à tous ceux qui le requièrent copie des actes ou documents enregistrés, mais en y faisant mention des quittances, radiations, cessions ou subrogations qui peuvent y être entrées ou mentionnées en marge.

214. Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article 81.

Le registre de présentation doit être authentiqué, coté et paragraphé de la même manière.

215. Qu'après l'article 81 le suivant soit inséré :

**81bis.** Les dispositions de l'article précédent s'appliquent également au registre de présentation et à l'index des immeubles.

## LIVRE QUATRIEME.

### TITRE CINQUIEME.

#### DE L'ASSURANCE.

RÉSOLU :—

216. Qu'après l'article 80 le suivant soit inséré comme réglant un point douteux :

**81.** Dans le cas d'acceptation du délaissement du bâtiment, le fret gagné après le sinistre appartient à l'assureur, et celui gagné auparavant appartient au propriétaire du bâtiment ou à l'assureur du fret à qui il a été abandonné.

RÉSOLU :—

217. Qu'après le dernier article du quatrième livre les suivants soient insérés.

### DISPOSITIONS FINALES.

1. Les lois en force lors de la promulgation de ce Code sont abrogées dans les cas :

Où il contient une disposition qui a expressément ou implicitement cet effet ;

210. That after 64 the following be inserted :

**64a.** The provisions of the preceding article may be extended by a proclamation of the governor to any registry division the population of which exceeds fifty thousand souls.

211. That after article 64a the following be inserted :

**64b.** The Governor in Council may after the form of any books, indexes or other official documents to be kept by registrars, or direct new ones to be kept; and all orders to that effect are published in the Canada Gazette and take effect from the day therein appointed, provided such day be not fixed at less than one month from the publication of such order.

212. That article 73 be struck out and the following inserted instead thereof :

**73.** Whenever the owner of a property indicated upon the plan and in the book of reference shall subdivide it into town or village lots to the number of more than six, he shall deposit in the office of the Commissioner of Crown Lands, a particular plan and book of reference certified by himself, with special numbers and designations in order to distinguish them from the original ones, and if such plan and book of reference be approved of by the Commissioner of Crown Lands he shall transmit a copy certified by himself to the registrar of the division.

213. That article 78 be struck out and the following inserted instead thereof :

**78.** The registrar is likewise bound to deliver to any person demanding the same, copies of any acts or documents registered, but he must mention thereon the discharges, cancellings, conveyances or subrogations which may be entered or mentioned in the margin.

214. That the following paragraph be added to article 81 :  
The minute-book must be authenticated, numbered and initialed in the same manner.

215. That after article 81 the following be inserted :

**81bis.** The provisions of the preceding article apply equally to the entry-book and to the index to immoveables.

## BOOK FOURTH.

### TITLE FIFTH.

#### OF INSURANCE.

**RESOLVED :—**

216. That after article 80 the following be inserted as settling the law on a doubtful point :

**81.** On an accepted abandonment of the ship, the freight earned after the loss belongs to the insurer of the ship; that earned previously to the loss belongs to the ship-owner or to the insurer on freight to whom it is abandoned.

**RESOLVED :—**

217. That after the last article of the fourth book the following be added :

#### FINAL PROVISIONS.

1. The laws in force at the time of the promulgation of this Code are abrogated in all cases :

In which there is a provision herein having expressly or impliedly that effect ;

Où elles sont **contraires** à ou incompatibles avec quelque disposition qu'il contient ;

Où il contient une disposition expresse sur le sujet particulier de telles lois.

— Sauf toujours qu'en ce qui concerne les transactions, matières et choses antérieures à la promulgation de ce Code et auxquelles ses dispositions ne pourraient s'appliquer sans leur donner un effet rétroactif, les dispositions de la loi qui, sans ce Code, s'appliqueraient à ces transactions, matières et choses resteront en force et s'y appliqueront, et ce Code ne s'y appliquera qu'en autant qu'il coïncide avec ces dispositions. Et la déclaration que certaines matières sont réglées par le Code de Procédure Civile n'aura l'effet de rappeler aucune règle actuellement en force, ou d'abolir aucune procédure maintenant usitée, que lorsque ce Code de Procédure Civile aura obtenu force de loi.

2. Si dans quelqu'article de ce Code, fondé sur les lois existantes à l'époque de sa promulgation les textes français et anglais diffèrent, la version qui sera la plus compatible avec les dispositions des lois existantes sur lesquelles l'article est fondé devra prévaloir ; et s'il existe une semblable variante dans un article qui modifie les lois en existence, la version qui sera la plus compatible avec l'intention de l'article devra prévaloir, et pour constater l'intention de tel article on aura recours aux règles ordinaires de l'interprétation légale.

In which such laws are contrary to or inconsistent with any provision herein contained ;

In which express provision is herein made upon the particular matter to which such laws relate.

Except always that as regards transactions, matters and things anterior to the promulgation of this Code, and to which its provisions could not apply without having a retroactive effect, the provisions of law which without this Code would apply to such transactions, matters and things shall remain in force and apply to them and the Code shall apply to them only so far as it coincides with such provisions ; and the declaration that certain matters are regulated by the Code of Civil Procedure shall not have the effect of repealing any existing rule or of abolishing any mode of proceeding now in use until the said Code of Civil Procedure shall have become law ;

2. If in any article of this Code founded on the laws existing at the time of its promulgation, there be a difference between the English and French texts, that version shall prevail which is most consistent with the provisions of the existing laws on which the article is founded ; and if there be any such difference in an article changing the existing laws, that version shall prevail which is most consistent with the intention of the article, and the ordinary rules of legal interpretation shall apply in determining such intention.